

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 31 MAI 1978 - N° 708

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

PCF : Marchais menace

«Le PS apparaît comme le fer de lance de la contestation au sein du PCF». C'est ce qu'a affirmé sans rire Georges Marchais. La preuve de ce complot du PS, c'est que l'un des contestataires aurait en réponse à une question envisagé la possibilité d'une modification des organismes de direction : quel crime !

Visiblement, la direction du PCF ne sait plus très bien comment procéder pour enrayer le vent de contestation qui secoue ce parti depuis l'échec électoral de mars. Le ton menaçant de Marchais accusant de travail fractionnel tout opposant à sa politique, ne saurait tenir lieu de réponse aux légitimes questions que se posent les militants de base du PC aujourd'hui après le fiasco de la ligne de la direction. Les questions demeurent et la direction du PCF ne sait trop comment les esquiver.

Lire en page 3

ARGENTINE

Coup d'envoi de la Coupe du Monde

A 800 mètres du stade

ON TORTURE ET ON ASSASSINE



Le stade de Mar del Plata, où se déroulera Italie-France. On y voit ses occupants habituels : les policiers tortionnaires

Jeudi premier juin. Le coup d'envoi de la coupe du monde 78 de football sera donné lors du match Allemagne de l'Ouest-Pologne.

A huit cents mètres du stade on continuera à torturer dans «l'Escuela de Mecanica de la Armada», où des femmes, des enfants, des hommes ont déjà été horriblement suppliciés. «La politique n'a rien à faire avec le sport» ont répondu les responsables du football pour faire passer leur hypocrisie. Le général Antonio Merlo, chargé par la junte fasciste d'organiser la coupe a, lui, été franc : «L'organisation de la coupe est une décision politique : notre objectif, c'est la transformation de l'image internationale de notre pays».

En France, la participation à la coupe a eu les supporters qu'elle méritait : L'Equipe a été mobilisée quotidiennement, et le PCF est venu relayer. Expliquant que le régime aux quinze mille «disparus» n'est pas un régime fasciste, ce parti retransmettra sur écran géant les «direct», dans ses fêtes. Et on entend les cadres expliquer aux militants étonnés que ces boycott sont une mauvaise pratique. Suivez leur regard : Moscou 80 jeux Olympiques...

Le gouvernement français a dû cependant reculer, et autoriser la manifestation du COBA, jusqu'alors interdite. Le PCRml appelle à y participer nombreux.

Lire en page 7

FLAMANVILLE

Les marcheurs exigent l'arrêt des travaux



(Lire notre reportage en page 6)

Renault-Flins : 400 O.S. en grève

Quatre cents OS des presses à Renault-Flins sont en grève sur les chaînes de la nouvelle R 18.

C'est la sanction qui touche un ouvrier revenu «trop tard» de la soupe qui a été le détonateur du conflit : un avertissement et deux jours de mise à pied. Cela est intolérable aux yeux des OS, mais les revendications principales sont la classification en P1 de tous les OS des presses, l'embauche des intérimaires, l'arrêt de brimades pour cause de maladie contre les ouvriers de nuit, enfin la lutte contre les cadences.

Mardi matin, après des bousculades entre grévistes et la maîtrise musclée, de la veille, la grève était poursuivie par l'équipe de jour. Pour renforcer la grève et atteindre les objectifs revendicatifs, les ouvriers grévistes veulent provoquer l'extension du mouvement aux autres secteurs de l'usine.

+ 1,1 % : un bon indice selon Barre

«Ne faisons pas autour des indices de crispation psychologique», «Un indice élevé n'est pas forcément un mauvais indice», c'est par ces deux phrases qui résument de manière percutante le mépris de Barre pour les travailleurs que le Premier ministre a commenté la publication de l'indice des prix pour avril : 1,1% ; et ce n'est pas fini, les nouvelles hausses ne sont pas encore toutes répercutées.

(Lire en page 3)

Flagrants délits : les avocats ne marchent plus

Lorsque les avocats font leur travail, la 23^e Chambre correctionnelle (tribunal des flagrants délits) est enrayerée et ses juges bien ennuyés. Depuis le début de la semaine, des avocats du Barreau de Paris ont décidé de ne rien laisser passer, d'accompagner chaque plaidoirie de dépositions. Car malgré les coups de boutoir, on continue à distribuer des dizaines d'années de prison dans cette Chambre où la justice bourgeoise est réduite à l'essentiel.

Khaled à Paris

Le roi Khaled d'Arabie Séoudite est actuellement en visite officielle à Paris. À l'ordre du jour l'achat d'armes. Giscard compte bien à cette occasion rééquilibrer la balance commerciale avec le premier fournisseur de pétrole de la France. La situation en Afrique est également à l'ordre du jour de ces entretiens.

(Lire en page 10)

Mai 68, c'était hier

(Lire en page 12)

Contre la dictature fasciste en Argentine Manifestation

Mercredi 18 h 30
Métro Oberkampf

A l'appel du COBA



MAI 68 au jour
le jour

Vendredi 31 mai

La composition du nouveau gouvernement est publiée :

6 ministres seulement démissionnent : Joxe (Justice), Fouchet (Intérieur), Jeanneney (Affaires sociales), Missoffe (Jeunesse et Sports), Gorse (Information) et Peyrefitte (Education nationale). Les nouveaux venus : Rey, Capitant, Galley, Chalandon, Le Theule et De la Malène.

— Des manifestations de soutien à De Gaulle sont organisées en province (Besançon, Clermont-Ferrand, Grenoble, Le Havre, Lyon, Limoges, Marseille, Toulouse, Montpellier...). Parfois (Grenoble) des contre-manifestants tentent d'arrêter les cortèges.

— 3 attentats ont eu lieu dans la nuit (contre des usines occupées et une librairie progressiste).

— Ces activités sont à rapprocher de l'apparition des CDR (Comités de Défense de la République). Le premier, créé dans l'Oise — circonscription de Das-sault — fin mai, publie en 200 000 exemplaires un tract intitulé : « Non au drapeau rouge, Vive la République ».

— LE SAC (Service d'Action Civique)

Il a été créé en 1958 par d'anciens groupes du RPF et assure, en marge de la police officielle, la protection des « personnalités » et des meetings officiels. En juin 1968, il comptera jusqu'à 12 000 personnes, au casier judiciaire souvent chargé... Comiti, chef des gardes du corps de De Gaulle, dirige « l'organisation », surveillée au sommet par les services de Foccart. Fin mai, début juin, les chefs du SAC contribuent activement à la création du CDR, encadrent et protègent leurs manifestations. Ces derniers compteront en juin 68 environ 45 000 membres actifs (le recrutement est plus « large » et moins paramilitaire que dans le SAC).



D'anciens paras aux Champs Elysées

LA PRÉPARATION DES LÉGISLATIVES

Les partis de droite et de gauche se lancent dans la « bataille ». Voici quelques déclarations.

Waldeck-Rochet (PCF) : « Le pouvoir gaulliste doit être battu lors de la prochaine consultation nationale à laquelle notre parti communiste participera activement avec ses candidats et son programme. »

Séguy (CGT) : « Afin de lever toute équivoque quant aux objectifs qu'elle poursuit, la CGT déclare qu'elle n'entend gêner en rien le déroulement de la consultation électorale. »

Descamps (CFDT) : « Il convient de faire prendre des engagements précis à tous les candidats sur l'abrogation des ordonnances et la liberté syndicale dans l'entreprise. »

— Dans la soirée, des délégations du PCF et de la FGDS se rencontrent pour mettre au point une plate-forme commune. Les négociations doivent continuer...

Débats à la fête de Rouge

UNE SUITE DE MONOLOGUES

● La fête de Rouge a rassemblé samedi et dimanche plusieurs milliers de personnes à la Porte de Pantin.

L'intérêt résidait surtout dans la présence conjointe à ce rassemblement de membres de partis révisionnistes ou sociaux-démocrates aux côtés des orateurs trotskystes.

Nous avons assisté aux débats sur l'« eurocommunisme » et sur l'avenir du PCF. Participaient à ces débats des socialistes comme Martinet ou Bergougnoux, un PSU, des membres ou ex-membres du PCE. Mais dans cette période où les projecteurs de l'actualité sont braqués sur les contradictions internes au PCF, c'était la présence de militants « oppositionnels » de ce parti qui retenait l'attention. On sait que les oppositionnels du PCF se regroupent grossièrement en deux courants, les althussériens, formulant des critiques globales contre leur direction en l'accusant de brader les principes marxistes, cependant qu'Elleinstein et

ceux qui le suivent, formulent des thèses se rapprochant de la social-démocratie. Dans ce débat organisé par Rouge, ceux des oppositionnels que l'on vit sont précisément ceux qui font une critique « droitière » du PCF : Elleinstein qui réclame l'abandon du terme de communiste, Rony qui plaide pour une évolution « à l'espagnole » de son parti, et aussi Catherine Clément ou Christine Buci-Glukman.

Le débat attendu se limita en fait à une suite d'interventions juxtaposées où chacun exposait ses vues, sans que la discussion ait les moyens de progresser. Les différentes interventions tournaient

autour de questions d'ordre général, comme celle de l'existence des tendances dans un parti communiste, prônée par les trotskystes et refusée par le PCF. Ou encore sur la question du passage pacifique au socialisme : un Elleinstein ressassait ses thèses sur « l'extension de la démocratie représentative, du suffrage universel », cependant que Bensaid rappelait sur ce point la polémique de Lénine contre les sociaux-démocrates de la II^e Internationale.

On ne peut donc réellement parler d'un débat. Il y a longtemps que l'on sait que Martinet ou Elleinstein se réclament du passage pacifique au socialisme, et les trotskystes du trotskysme agrémenté de références révolutionnaires.

On aurait pu s'attendre aussi à un débat sur la situation politique actuelle. Le problème fut soigneusement éludé, et ce n'est pas un hasard.

ET LES PERSPECTIVES ?

C'est bien là que le bât blesse. Martinet fit opportunément remarquer que la discussion sur le mode de transition au socialisme ne devrait pas cacher le problème fondamental : quel socialisme voulons-nous construire ? La question causa un silence gêné, et nul ne s'avisait de tenter une réponse, pas même celui qui l'avait posée.

Si des forces politiques tout de même assez diverses se sont ainsi retrouvées côte à côte, c'est qu'elles ont tout de même quelque chose en commun : des sociaux-démocrates aux révisionnistes et aux trotskystes, tous avaient misé sur une victoire de la gauche aux législatives et avaient fondé tous leurs plans sur cette perspective. On sait la situation actuelle de la gauche provoquée au sein du PCF. Mais au sein des organisations trotskystes, le désarroi est tout aussi grand. Au lendemain des législatives, le Bureau politique de la Ligue avait déclaré que la perspective politique restait « la venue au pouvoir d'une coalition des partis ouvriers ». Dans la situation actuelle de l'Union de la gauche, on conçoit le désarroi des militants trotskystes face à une perspective aussi peu brillante. Les dirigeants de la LCR ne parlent-ils pas d'une « crise de la gauche et de l'extrême gauche » ? On aura surtout assisté à une rencontre de militants de diverses tendances venus confronter leur absence de perspectives.

François NOLET



De droite à gauche : Martinet, Elleinstein, Weber, Bensaid : une suite de monologues.

En bref... En bref... En bref...

● MITTERRAND PARLE DE L'OPPORTUNITÉ DES CHOIX DE GISCARD AU ZAIRE

Toujours dans L'Unité la rubrique de Mitterrand est consacrée cette semaine à l'intervention française au Zaïre : « Maintenant que sur le terrain les parachutistes du 2^e REP ont sauvé ce qui pouvait l'être et qu'au milieu de tant de malheurs la réussite de leur action a causé tant de joies, nul ne disputera au Président de la République l'opportunité de son choix. (...) ». « L'ouverture » porterait-elle déjà de si beaux fruits ? On pourrait le penser à la lecture de ce passage, toutefois, Mitterrand fait quelque réserve sur la politique africaine de Giscard : « On est en droit, écrit-il, d'espérer une définition plus claire des objectifs fixés au corps expéditionnaire. »

● LES FEMMES DU PS DIVISÉES SUR L'OPPORTUNITÉ D'IMPULSER UN 3^e COURANT

L'hebdomadaire du PS donnait la semaine passée la parole à Françoise Gaspard afin qu'elle s'explique sur sa décision de fonder un troisième courant, féministe. Dans le numéro suivant c'est Yvette Roudy secrétaire nationale à l'Action féminine qui lui répond. Elle affirme notamment :

« Se rassembler pour discuter confortablement avec l'idée que l'on peut avoir un discours féminin spécifique, c'est s'enfermer dans un ghetto. Et dans ce cas, une telle démarche ne peut être qu'une régression (...) Les choses se passaient ainsi dans l'ancienne SFIO où les femmes avaient une structure à part, le Comité national des femmes, où elles pouvaient élaborer une réflexion spécifique (...) Il y a chez les femmes socialistes, un énorme mécontentement parfaitement justifié. Il est en effet scandaleux

qu'un parti comme le nôtre, avec la rénovation qu'il prône, les idées audacieuses qu'il avance, atteste de l'état de ses mentalités d'un tel conservatisme sur le plan de la femme dans la vie politique (...) ». Nul ne s'étonnera des réponses apportées par Y. Roudy. Connue pour le soutien qu'elle a toujours apporté à Mitterrand, elle ne pouvait faire autrement qu'exprimer la colère qu'inspire à celui-ci la création d'un nouveau courant.

● LA POLEMIQUE AUTOUR DE LA REVUE FAIRE SE POURSUIT AU PS

Le Comité de rédaction de la revue Faire vient de rendre public un communiqué dans lequel il maintient ses positions par rapport à Mitterrand. Rappelons qu'il y a quelques jours six rédacteurs de cette revue avaient donné leur démission affirmant que Faire était devenu un instrument dans les mains des « rocardiens ». Dans leur communiqué « ceux qui restent » écrivent notamment :

« Il n'est sans doute jamais facile de vivre un échec. Mais notre opinion est qu'il faut en prendre toute la dimension afin de le surmonter. Le PS doit donc s'ouvrir largement au débat, sans craindre d'être remis en cause. Toute attitude conservatrice aggraverait les effets de la défaite. C'est dans cette perspective que la psychose de citadelle assiégée qui tend à se développer dans certains secteurs du parti comme la recherche de bouc émissaire dans la presse doit être combattue (...) ».

Curieusement, parmi les signataires, on remarque également des gens qu'on pourrait considérer comme proches de Mitterrand comme JP. Cot, Dominique Taddei, mais aussi l'aile la plus éloignée du PCF comme J. Le Garrec, G. Martinet, Rocard, Touraine, Viveret, Worms.

Contradictions au PCF

LES COMPTES FANTASTIQUES DE GEORGES MARCHAIS

Et d'abord, Marchais a parlé chiffres : «*Qu'est-ce que la contestation ? Sur 98 comités fédéraux, aucun n'a désapprouvé la politique du parti ; au contraire, tous l'ont approuvée. Sur 2 724 sections, 5 seulement contestent c'est-à-dire, il y a aujourd'hui une majorité dans ces 5 sections pour contester notre politique et notre action. Sur 27 000 cellules, il y en a 65.*» Personne n'ayant les moyens d'aller dépouiller les archives du secrétariat du PCF, ces affirmations ne coûtent pas cher.

Mais surtout, on attend avec curiosité que le secrétaire général donne quelques autres chiffres. Par exemple : combien de cartes déchirées dans la dernière période, au lendemain des élections, puis après le rapport au comité central où Marchais affirmait que le PCF avait toujours eu la raison ? Combien de militants, déçus par la politique de leur parti, qui se tournent exclusivement vers le travail syndical, et laissent là leur activité de parti ? Combien, aussi, de cellules qui, faute de «contester», ne se réunissent tout simplement plus depuis l'échec électoral ? Et, sur un autre plan, celui de la critique explicite, on attend par exemple que Marchais fasse état des diverses assemblées de mi-

● Lundi à 13 heures, Marchais faisait sa rentrée à la télévision. Naturellement, les contradictions qui se développent actuellement au sein du PCF étaient à l'ordre du jour. Ceux des membres du PCF qui, selon Paul Laurent, doivent prendre connaissance des positions de leur direction par télévision, parce qu'ils ne lisent pas *L'Humanité*, seront-ils satisfaits des propos tenus par leur secrétaire général ?

litants où les dirigeants venus défendre leur politique ont été copieusement chahutés : il ne faudrait pas faire beaucoup d'efforts pour en trouver plus de 5. Et combien d'endroits où, à défaut d'une majorité, une forte minorité de militants remettent en cause «la politique et l'activité» de leur direction ? Il est vrai que ceux-là, étant donné les méthodes de préparation du 23^e congrès à venir, ne sont pas près d'avoir les moyens de peser dans la balance.

Poursuivant sur sa lancée, le secrétaire général du PCF a prétendu : «*J'avais reçu 400 lettres avec le comité central, certaines approuvant, d'autres désapprouvant. Je n'en ai reçu que 50 depuis le comité central.*» N'y aurait-il pas là l'effet d'un rapport qui a découragé, tout simplement, les militants du PCF qui se posent des questions sur la politique de leur parti, de s'adresser à leur direction, qui a opté une fois pour toutes pour l'autosatisfaction ?

LE SORT DES OPPOSANTS

Ceci pour la situation générale dans le PCF. Restent les opposants et le sort qui leur est réservé. Parlant d'eux, Marchais a condamné leur «*entreprise fractionnelle*». Argument-massue : «*Leur objectif est d'éliminer la direction du parti élue démocratiquement par notre 22^e Congrès.*» Après tout, il y a un 23^e qui se prépare, et on ne voit pas pourquoi ils n'essaieraient pas. Mais, d'ici-là, la direction compte bien trouver les moyens de se faire reconduire «*démocratiquement*».

De plus, pratiquant l'amalgame, Marchais proclame : «*Il s'agit donc bien d'une fraction (...) qui sert les intérêts de la droite au pouvoir, mais aussi du PS qui apparaît comme le fer de lance de cette entreprise.*» Althusser légué avec Giscard et Mitterrand... ! Parlons franchement, Georges Marchais : espérez-vous faire taire avec de pareilles balivernes les nombreux militants qui vous interpellent sur l'im-

passé dans laquelle vous les avez menés ?

«AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS» ?

Dernier thème destiné à resserrer les rangs : «*Aujourd'hui le PS participe au concert anti-communiste, ce qui est de nature à essayer de freiner le déploiement des luttes.*» Car le PCF est «*comme toujours, résolument aux côtés des travailleurs.*» Qui proclame cela ? Celui qui, pendant de longs mois de plan Barre, a manœuvré pour contraindre les travailleurs à abandonner d'urgents combats de classe au profit du beurre électoral. Une direction dont on vient de dire publiquement (par la bouche d'un des membres de cette direction à l'époque) qu'en juin 68 elle a décidé consciemment de porter un coup mortel au mouvement de 10 millions de grévistes !

Un parti unanime prêt à rejeter une petite minorité d'opposants, parce qu'il représente les intérêts de la classe ouvrière, et que cette minorité a partie liée avec l'adversaire de classe : c'est une image d'Épinal qui a pu être efficace autrefois. Aujourd'hui, cela n'a guère de chances de convaincre les milliers de militants qui s'interrogent.

Jean LERMET

1,1 % DE HAUSSE EN AVRIL

«*Ne faisons pas autour des indices des prix, de crispation psychologique.*» Ce propos énorme a été tenu lundi par Barre à sa sortie de l'Élysée, au moment où était connu l'indice pourtant sous-estimé du mois d'avril. Celui-ci a augmenté de 1,1 % par rapport au mois précédent. Une si forte hausse ne s'était pas vue depuis avril 77 ; il s'était alors élevé à 1,3 %. A l'époque, le gouvernement avait justifié cette attaque contre le pouvoir d'achat des travailleurs en affirmant que c'était la conséquence des 6,5 % de hausse des tarifs publics. C'est dire ce que sera la hausse du mois de mai puisque dès le 1^{er} du mois, cette année, les tarifs publics ont augmenté de 10 à 20 %. Il ne faut donc pas attendre à une désescalade de l'indice de mai et encore moins pour le mois de juin puisqu'alors la première vague de libération des prix industriels se répercutera directement sur les calculs mensuels de l'INSEE. D'ailleurs plus que des longs discours, il suffit de constater la progression de cet indice depuis le mois de janvier. Souvenons-nous les efforts du gouvernement pour freiner les hausses à cette époque (campagne électorale obli-

ge). Malgré cela, l'indice révélait 0,5 % de hausse. Un mois plus tard, nous étions déjà à 0,7 % et en mars à 0,9 % et 1,1 % en avril, nous l'avons vu, et tous les experts s'accordent pour affirmer qu'il sera au minimum de 1,3 % en mai et probablement de 1,5 % en juin. Les remèdes du professeur Barre font miracle, puisque à ce rythme, la hausse officielle des prix pour l'année avoisinera les 12 %, soit le dépassement du redoutable seuil de l'inflation à deux chiffres.

C'est précisément aujourd'hui, où les mass média ne peuvent complètement taire ces performances que Monory le nouveau ministre de l'Économie, rendra public la suppression du contrôle des prix industriels. Mais comme le disait Barre à propos du dernier indice connu, «*cela n'est pas pour nous sujet d'étonnement.*» La polarisation de l'attention sur le stade de Mar de Plata devra contribuer à faire passer la nouvelle. Même si, pour y aider, Barre est obligé de recourir à des procédés d'une grossièreté rarement vue. Ne l'a-t-on pas entendu affirmer qu'*«un indice élevé n'est pas nécessairement un mauvais indice»* !

En bref... En bref... En bref... En bref...

Flagrants délits : les avocats ne jouent plus le jeu

Depuis lundi, le fonctionnement de la 23^e Chambre correctionnelle du tribunal de Paris est perturbé. Ou plutôt est enfin normal : il s'agit des Flagrants délits, où sont jugés à la chaîne de petits délinquants ne comprenant pas ce qui leur arrive, et où l'on distribue les années de prison comme des confettis un jour de carnaval.

Les avocats qui avaient déjà manifesté contre cette chambre, ont décidé depuis lundi de plaider chaque dossier à fond et, à chaque cas, de déposer des conclusions sur l'illégalité qui entoure cette procédure : les prévenus ne sont pas explicitement informés de leur droit à disposer d'un avocat, ils sont détenus au dépôt du Palais de Justice, quelquefois plus de douze heures...

Racisme officiel

Un «dîner de travail» réunissait lundi autour du premier ministre les seize membres de la commission permanente des universités. Au cours du déjeuner, Barre a expliqué aux présidents d'université qu'il ne fallait pas «*accueillir un flux illimité d'étrangers.*» Autrement dit, qu'il fallait refuser l'inscription d'un certain nombre d'étudiants étrangers. Ce qui confirme les craintes ressenties dans plusieurs universités, à Vincennes en particulier, vis-à-vis de la difficile situation des étudiants étrangers. D'autre part, Barre s'est félicité des restrictions de crédit en y voyant le signe d'une «*bonne gestion.*» Les présidents d'université ne l'ont en général pas suivi sur ce terrain.

Saint Malo : l'explication du PC

Le net succès électoral remporté par la liste socialiste aux municipales de Saint-Malo complique les explications du PC. Comment expliquer que la liste socialiste de Chopier ait réalisé au second tour un score supérieur à celui réalisé en 77 par les listes d'union de la gauche ? Pour *L'Humanité*, c'est justement là la preuve du virage à droite du PS : des électeurs de la liste UDF ont soutenu la liste de Chopier. C'est effectivement fort vraisemblable, mais il ne faut pas s'arrêter en chemin et il faut expliquer pourquoi, dès le premier tour, la liste de Chopier a réalisé un score supérieur à celui de la liste d'union de la gauche de 77, devançant largement celle du PCF : des électeurs du PCF ont préféré voter dès le premier tour pour la liste du PS. Bref, le PCF va de l'avant : il perd des adhérents, des électeurs... mais c'est avant tout la faute au PS.

Cette «*explication*» satisfait-elle les militants de base du PCF ?

Le PS et le Larzac

A l'approche du traditionnel rassemblement estival au Larzac, le PS, par l'intermédiaire de Charles Hernu, se souvient que le projet d'extension militaire continue à susciter l'opposition des paysans concernés.

Aussi le député du Rhône a-t-il posé une question écrite au ministre de la Défense, dans laquelle il affirme être opposé aux projets gouvernementaux dans la mesure où notamment la remise en état d'une ancienne voie ferrée serait trop élevée en période d'austérité budgétaire.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

Grève pour 400 F
chez Ultra

Depuis le vendredi 19, la lutte s'est étendue dans cette entreprise qui fabrique la plupart des montres de bord des automobiles françaises (marque Deglia). Ce jour-là, un débrayage à 80 % protestait contre l'isolement non justifié d'une ouvrière. A partir de là, les ouvrières, qui représentent la quasi-totalité des 260 employés de l'entreprise, ont décidé de répondre par la grève, avec leur section syndicale CGT, contre la détérioration de leur pouvoir d'achat et les menaces sur leur emploi.

En effet, l'horaire est passé de 43 heures à 40 heures sans compensation, tandis que les prix ne cessent d'augmenter avec Barre III. Les ouvrières réclament donc 400 F de compensation ainsi que le 13^e mois, et la cinquième semaine de congés payés. La grève s'est organisée avec comité de grève et piquet de grève, pour empêcher la sortie du matériel par le patron. Jusqu'à lundi, le patron refusait de négocier. L'inspection du travail est venue constater. Un huissier aussi, cherchant à intimider les membres du piquet. Le patron compte sans doute avoir les ouvrières à l'usure. Celles-ci sont très conscientes de la nécessité de mettre en particulier leurs maris dans le coup. L'usine se trouve en face de la grande ZUP de Planoise. Un meeting de soutien est prévu ce mardi à 17 heures devant l'usine.

Tuyaux Bonna :
3 semaines de grève
pour les salaires

Depuis 3 semaines, les ouvriers de l'entreprise Bonna, qui fabrique des tuyaux, sont en grève pour les salaires dans les 4 usines françaises du groupe. Une centaine d'entre eux sont montés manifester à Paris, devant le siège de Bonna.

Licenciements
au Joint Français

La direction du Joint Français à Saint-Brieuc, vient de demander le licenciement de 43 de ses 950 employés : selon elle, l'entreprise aurait des difficultés liées à la conjoncture économique.

Michelin Clermont :
encore un recul
de la CGT

La CGT vient d'enregistrer un nouveau recul d'importance, puisqu'il concerne les usines Michelin de Clermont-Ferrand. Ces élections de délégués du personnel concernaient 23 911 ouvriers et employés. Tous collèges confondus, la CGT recule de 5,73 %. La CFDT progresse de 2,8, FO de 2,1. En 7 ans, la CGT a perdu 3 sièges : elle passe de 41 à 38 sièges, tandis que la CFDT en gagne 3 (31 à 34 sièges).

Brive : l'UL CGT contre
un comité de soutien
aux tanneurs

Pour soutenir la lutte des travailleurs des Tanneries de Bort les Orgues, l'UL CFDT de Brive a appelé les autres syndicats et diverses organisations et partis à constituer un comité de soutien sur Brive. L'UL-CGT a répondu qu'elle ne voyait pas l'utilité d'un tel comité, que ce comité viendrait en concurrence avec l'action des syndicats à Bort même. Et que, si la CFDT persévérait, gare ! La CGT étant l'organisation la plus représentative, rien ne pouvait se faire sans elle...

Les tanneurs apprécient...

Correspondant Brive

● Les travailleurs de chez Coignet (usine de préfabrication) à Rosny dans les Yvelines, sont en grève depuis 50 jours pour l'augmentation de leur salaire et d'autres revendications. La plupart ne gagnent même pas le SMIC. Face à la répression (intervention des flics, agression d'un militant syndical), la grève s'est étendue à l'ensemble de l'usine.

● Alors que plus de 1 000 licenciements ont été prononcés depuis le mois de mars dans l'industrie papetière, les directions de deux importantes entreprises de ce secteur entendent faire de même dans les prochains jours : c'est le cas de l'entreprise Rochette Cempa à Lameuville et la Cellulose du Pin, à Rochefort.

LE DOSSIER DE LIEVIN
DEVANT LES JUGES DE DOUAI...
3 ANS APRES !

● C'est lundi que la Chambre d'accusation de Douai devait examiner à huis clos le dossier de la catastrophe de Liévin au cours de laquelle, le 27 décembre 1974, 42 mineurs trouvèrent la mort. Trois ans après donc !

On sait que l'information judiciaire ne fut terminée qu'en janvier de cette année. Ainsi donc, la justice bourgeoise aura fait traîner «l'enquête» pendant trois ans, alors que les mineurs eux-mêmes ont prouvé que la responsabilité des Houillères est très directement engagée.

Malgré les pressions exercées par les Houillères sur les mineurs et leurs familles voulant faire connaître la vérité sur cet assassinat, on sait que très vite après la catastrophe, à l'initiative du PCR ml, était mise en place une commission populaire d'enquête à laquelle participeront pendant plusieurs mois des dizaines de travailleurs qui refusaient l'explication de

la fatalité.

Une enquête de plusieurs mois, prise en main par des mineurs et leurs familles, rassemblant un dossier accablant pour les Houillères, aboutissant au tribunal populaire de Liévin qui dressait devant 3 000 travailleurs un acte d'accusation irréfutable contre les Houillères : «Le tribunal populaire de Liévin, réuni le 22 mars 1975 accuse les

Houillères d'être responsables de la mort de 42 mineurs du quartier des Six Sillons pour les principales raisons suivantes :

— 1 Maintien d'un état de risque d'accumulation du grisou et de poussière.

— 2 Absence de contrôle de la teneur en grisou dans les endroits les plus dangereux.

— 3 Inexistence d'arrêts barrages dans le quartier des Six Sillons puisque les quelques rares qui étaient posés n'ont pas fonctionné.

— 5 L'absence de sécurité au quartier des Six Sillons qui est générale dans toutes les fosses du bassin et de tout le pays, s'inscrit dans la politique générale des Houillères, d'intensification du travail, de la course au rendement. Elle

s'inscrit aussi tout particulièrement dans la politique actuelle de relance qui se traduit par la réouverture d'anciens quartiers sans que les investissements correspondants soient faits en matière de sécurité. Cette absence de sécurité s'inscrit dans la logique du capital, la loi du profit.

Par le tribunal populaire, des milliers de travailleurs affirmaient que ce n'est pas la mine mais le capitalisme qui avait tué.

D'ores et déjà on sait que le tribunal doit se contenter de se prononcer sur l'inculpation ou non pour homicide et blessures involontaires, d'Augustin Coquide, qui était en 74 chef du siège 19 des Houillères du Bassin du Nord et du Pas de Calais, et responsable de la fosse 3.

On sait aussi que le service des mines, a publié sur la catastrophe, un rapport fort long (300 pages), qui se résume bien sûr à affirmer que la catastrophe n'a été que la conséquence d'un simple incident technique : à savoir la cassure d'un flexible d'air comprimé susceptible de permettre l'ignition du grisou.

La bourgeoisie espère que ces trois années auront fait oublier qu'elle a envoyé à la mort 42 mineurs, un certain jour du mois de décembre 1974. Les syndicats, refusant ces conclusions, se sont portés partie civile.



Gare de l'Est

LES EMPLOYES
DU CAFE DE LA GARE EN GREVE

Plus question, histoire de tromper le temps en attendant un train, d'aller boire un verre au buffet de la gare de l'Est ! Depuis vendredi, les portes sont closes, les chaises empilées sur les tables, les carrelages lavés et des affiches sont collées sur les vitres : toutes choses qui indiquent aux voyageurs que les employés du café de la gare sont en grève (à 90%). Ils ne sont pas les seuls d'ailleurs : le mouvement touche une partie des diverses catégories d'employés qui travaillent de près ou de loin à la restauration dans la gare : les cavistes, plongeurs, cuisiniers, serveurs du buffet ont été rejoints par les employés qui chaque jour fournissent les appareils automatiques en sandwiches, gâteaux, et autres denrées. Sont en grève également certains employés des différents débits de boisson et nourriture de la gare.

Les revendications ? Aussi nombreuses que les différentes catégories d'employés. Au buffet, c'est contre 15 licenciements que les employés sont en lutte : une mesure que le patron de Chevrier Lavrut, concessionnaire du buffet (il verse un pourcentage sur les bénéfices à la SNCF) justifie par le soi-disant «charges trop lourdes». Les charges trop lourdes ce sont maintenant les employés qui les ont et notamment les cavistes qui réclament en plus de la suppression des licenciements, une prime d'été de 600 F (époque où le travail est particulièrement important).

Beaucoup d'employés touchent le SMIC et ceux qui sont mensualisés touchent environ 2 200 F. Les employés du buffet réclament aussi le 13^e mois pour tous. Lutte contre les licenciements aussi pour les employés aux appareils automatiques. La direction

neveu-trien savoir : vendredi dernier, le grand patron lui-même a refusé toute négociation, au cours d'une réunion. La grève continue donc, reconductible, toutes les 24 heures, à chacune des deux prises de service, le travail se faisant en 2x8.

LES CONTRÔLEURS
AUSSI

Une autre grève se déroule simultanément à la gare de l'Est : celle des contrôleurs qui exigent les revendications suivantes :

amplitude du temps de travail moins grande (parfois jusqu'à 11 heures), 6 heures de nuit considérées comme 8 heures de jour, donc diminution du temps de travail de nuit, possibilité de prendre ses repas à l'heure d'ouverture de la cantine (à l'heure actuelle c'est n'importe quand, d'où consommation de sandwiches le plus souvent), deux jours de repos consécutifs. Le mouvement soutenu par les syndicats CGT, CFDT et CFTC est suivi par 80% des contrôleurs.

Jura : reprise du travail
chez Peterlite
à Clairvaux

Le travail a repris à l'entreprise Peterlite à Clairvaux, où les ouvriers ont obtenu de la part de Saint-Gobain qui contrôle Peterlite, une garantie de deux ans seulement pour l'emploi, et rien sur les salaires.

Chronique du Rabodeau



Mobilisation le matin dans la vallée avant de rejoindre les 15 000 d'Épinal.

L'EMBOUSSAQUEMENT

L'itinéraire d'un après-midi de visite permet de voir le dispositif mis en place. La crèche pour les enfants Boussac et également la kyrielle d'œuvres pour enfants, colonies de vacances, cadeaux de Noël, etc., plus de 130 millions de francs anciens en 1976.

Les jeunes ont leur Maison, construite par Boussac et animée par un ancien employé de l'usine. Un centre d'apprentissage reçoit environ 25 enfants d'ouvriers de l'entreprise. Entre 14 et 18 ans, ils sont formés au CAP avec la certitude d'être embauchés à l'usine de Moyennoutier. Mais le CAP de mécanique générale ne permet plus beaucoup de débouchés, et certains se retrouvent à un poste pour lequel ils n'ont pas été formés.

Il n'y a pas très longtemps, il fallait rendre à Boussac trois années de travail pour recevoir le «pécule» qui avait été «gagné» durant les années de formation. Inadapté, le centre qui, pourtant, reçoit dans ses murs, classés «monument historique», de nouvelles machines, risque de voir son fonctionnement interrompu : à ce jour, il n'y a pas un seul inscrit pour l'année scolaire prochaine. Inquiets, les jeunes cherchent une formation qui ne fasse pas d'eux des chômeurs dès la sortie de l'école.

EXPLOITATION ET PATERNALISME

Inscrite au poste «personnel» du budget social de l'entreprise, il existe une ligne consacrée aux «médailles» pour le montant de 13 millions de francs. Voilà bien le symbole du paternalisme de la maison Boussac. 115 distri-

●Mardi dans le QdP, en tirant les enseignements de la manifestation des «Boussacs» à Epinal, nous avons suivi les ouvriers du blanchiment de Moyennoutier. Ils nous parlaient de leur usine, de leurs luttes. Dans la lutte pour faire échec au plan de liquidation du textile Boussac, ils ont montré que le système Boussac reposait sur une organisation de la vie qui dépassait le cadre strict de l'usine.

Au sortir de l'usine de blanchiment de Moyennoutier, l'univers Boussac s'impose au regard. Le délégué CGT qui nous guide parle longuement de

buent en médailles des miettes de ce qu'ils ont volé en exploitant le travail des ouvriers.

Un peu à l'écart sur la hauteur, la maison de retraite reçoit ceux qui, usés par une vie de travail, doivent quitter leur maisonnette aux volets verts, construite de méchante façon, dont les murs suintent l'humidité. Une vieille

ouvrière qui nous ouvre sa porte en s'excusant presque alors que nous la dérangions dans ses occupations, montre son inquiétude en évoquant la situation de la vallée. Ses deux fils travaillent pour Boussac. Que vont-ils devenir ?

Elle-même a été licenciée deux fois pour cause de fermeture d'usine.

cet univers que depuis 50 ans Boussac modèle, marque de son empreinte. «Patron progressiste !» il a voulu encadrer toute la vie de ses ouvriers, les prendre en charge, dans l'usine bien sûr, mais aussi à l'extérieur. Aujourd'hui il est question que la direction abandonne cette politique, «le secteur social» du groupe serait liquidé, un dégraissage ! Instrument de contrôle sur la vie des ouvriers, jugé nécessaire il y a quelques années, il tombe en désuétude aujourd'hui, puisque l'État accepte de prendre le relais.

Mais, comme pour montrer qu'elle appartient au camp de ceux qui se battent, elle évoque les 52 semaines d'occupation allemande durant laquelle le couvre-feu interdisait de sortir d'une maison à l'autre : «Nous avons connu ça et nous avons résisté».

Nous revenons vers les cités Boussac ; un ouvrier nous montre ces taudis

vendus aujourd'hui 5 000 F chacun ; des habitations trop exigües pour y faire les aménagements sanitaires et dont le plafond s'écroule souvent. Et pourtant, si l'on n'a pas trente ans d'entreprise, on risque d'en être chassé si, par malheur, on quitte l'usine. C'est cela qui était présent comme des avantages susceptibles de satisfaire

les revendications ouvrières.

LE SYSTEME BOUSSAC

Ceux qui acceptent de rogner sur leur paie pour faire construire reçoivent de Boussac un prêt de 25 000 francs à 1 %, remboursable immédiatement en cas de départ de l'usine, les 7 ares de terrain vendus par Boussac coûtent 4 000 francs. Aujourd'hui, bien peu de maisons neuves sont édifiées sur les terrains qui dominent la vallée. Sans s'arrêter au bord des deux étangs Boussac ouverts aux pêcheurs dûment encartés, on nous parle des cinq équipes de foot avec leurs vedettes qui évoluent en promotion de première division ; les loisirs aussi sont donc entre les mains de Boussac.

Dans cet univers paternaliste, les patrons ont tous les droits, ils disposent comme ils l'entendent des ouvriers. Certains sont détachés de la production pour aller bricoler dans la maison d'un cadre, ou bien pour lui faire son jardin !

Avec le développement de la lutte contre les licenciements, le système de l'«emboussaquement» touche à sa fin. Comme indice de ce nouvel état de fait, il y a un mouvement de syndicalisation parmi les travailleurs de l'entreprise. Cette combativité nouvelle se retrouvait dans le slogan lancé à la manifestation d'Épinal : «Le Rabodeau vivra» par le cortège de la vallée. Les travailleurs sont prêts à interdire que les stocks de tissu soient évacués par la direction : ils sont décidés à ne plus reculer, à s'accrocher à leur vallée.



Mulhouse : manifestation contre les injections de Saumure

Samedi 27 mai avait lieu au stade Reiningue une manifestation qui réunit plus de 500 personnes. Des organisations écologiques, syndicales, agricoles, étaient représentées et des conseillers généraux et des maires s'étaient associés à ce rassemblement.

Celui-ci avait pour but de condamner les injections de saumure dans le sous-sol alsacien qui ont lieu, au risque de polluer les nappes phréatiques.

Les personnes présentes sont parties en manifestation à la fin du rassemblement, sur les lieux d'expérimentation des injections. Les manifestants ont été unanimes à condamner les décisions unilatérales du pouvoir et des MDPA (Mines de Potasse d'Alsace). «Les travaux engagés à Soppe-le-Bas et à Burnhaupt devront être arrêtés au plus tard lundi soir 29 mai, sinon nous prendrons des dispositions pour les faire stopper» ont-ils déclaré.

Répression à la caserne de Brive

D'après certaines informations, les prisons de la caserne de Brive sont en train de se remplir du fait de la répression politique dans l'armée. Cela concernerait aussi bien des appelés de Rouen que de Nantes. Des télégrammes de soutien commencent à parvenir de la part d'organisations syndicales de Rouen.

La répression vise un comité de soldats qui édite un journal sur Brive.

Correspondant

Les «mérites» de la Légion

Une minute de silence a été observée dans la quasi-totalité des troupes stationnées en métropole et en RFA à la mémoire des parachutistes «morts au champ d'honneur» lors de l'opération de Kolwezi. La plupart du temps, un discours a été improvisé par les chefs de corps pour célébrer les mérites de la légion et de l'intervention française, aussi bien au Zaïre, qu'au Tchad et au Sahara.

Le Crédit Agricole débraye

Le personnel de la Caisse Nationale du Crédit Agricole devait se mettre en grève mardi pour protester contre un projet de la direction qui est interprété par les syndicats comme une remise en cause des avantages acquis en particulier du statut de fonctionnaire.

Schlumpf : plan textile annulé

Un plan textile était dans l'air pour les travailleurs de l'usine Schlumpf à Malmerspach (Haut Rhin). Celui-ci permettait, dit-on de redonner du travail à 472 salariés et prévoyait un investissement de 35 millions de francs. Il semble que sous la pression des pouvoirs publics, le projet ait été annulé seul reste en course pour le moment un projet de transformation de l'entreprise en câblerie. En attendant que tel ou tel projet qui leur donnerait du travail prenne corps, les Schlumpf poursuivent l'occupation du musée de l'automobile. Le tribunal correctionnel devait se prononcer sur l'opportunité de faire évacuer les lieux la semaine dernière, mais l'audience a été reportée au 5 octobre prochain.

Bouleternere : non à l'uranium

Les habitants de trois villages des Pyrénées Orientales (Bouleternere, Ile-sur-Têt et Corbère-les-Cabanès) se sont prononcés contre la prospection de leur territoire communal en vue d'y trouver de l'uranium. Le référendum était organisé par les municipalités, et a donné 3 078 pour, et 77 contre.

Shell visé

A Nantes, une charge explosive a détruit en partie les locaux de la direction régionale, dans la nuit de dimanche à lundi.

A Berre l'étang, le feu a pris dans un four de distillation. Rien ne prouve que ce dernier incident ait un rapport avec le premier, qui est certainement une action de représailles en rapport avec la marée noire. Shell pourtant fait le rapprochement. La compagnie va-t-elle imputer aux écologistes l'insécurité de ses installations ?

LES MARCHEURS DE FLAMANVILLE DENONCENT L'ILLEGALITE DES TRAVAUX D'EDF

● Trois mille marcheurs ont parcouru au pas de gymnastique les huit kilomètres qui séparent le village des Pieux du petit port de Dielette, sur la côte ouest du Cotentin. A l'appel du CRILAN (*), de l'UR CFDT et — ce qui est notable — de l'US Cherbourg, il s'agissait d'exiger l'arrêt immédiat des travaux qu'EDF poursuit illégalement sur le site de Flamanville, en dépit d'une décision du tribunal administratif de Caen, récemment confirmée par le service contentieux de la cour de sûreté de l'État.

TRAVAUX ILLÉGAUX

Un peu au sud de Flamanville, un petit chemin mène à la mer. Falaises de granit rose, plus hautes qu'à Tregastel, mais pas encore recouvertes de maizout, champs d'ajoncs en fleur. Brusquement, le sentier qui remonte vers le nord est coupé par un rouleau de barbelés descendant jusqu'à la mer en ne laissant même pas la place du fameux «chemin des douaniers» qui permet à quiconque de longer le bord de la mer dans ce pays. Derrière les barbelés, entre les touffes d'ajoncs, des CRS postés tous les 50 mètres. La clôture entoure le terrain acquis par l'EDF pour construire la centrale nucléaire de Flamanville, qui devrait être refroidie à l'eau de mer.

Le tribunal administratif de Caen, saisi par le CRILAN et par les agriculteurs lésés regroupés en GFA, avait prononcé un sursis à l'exécution du permis de construire, obtenu quelques heures avant que n'entre en vigueur la loi sur la protection de la nature, liant obtention de permis de construire d'une installation industrielle au résultat d'une étude d'impact écologique. Pendant quinze jours, l'EDF avait cessé les travaux de «dérochage» (attaque de la falaise à l'explosif, pour constituer le remblai nécessaire à l'extension sur la mer). Puis il y a environ

une semaine, ceux-ci avaient repris, sans la moindre autorisation. EDF, pour se justifier faisait dire dans les journaux que l'arrêt des travaux coûtait à la collectivité 2 millions de francs par jour, et qu'il risquait d'y avoir des coupures d'électricité l'an prochain (alors que la centrale ne devrait entrer en service qu'en 1985...). Et la demande faite par les responsables du chantier auprès du conseil d'État d'un sursis à la décision de sursis d'exécution du Caen était refusée à la fin de la semaine dernière par le président du service contentieux du Conseil.

«ON JOUE LE JEU»

Sur le papier, les écologistes se retrouvaient donc du côté de la loi, alors que l'EDF s'était placée dans la plus totale illégalité. Situation nouvelle, surtout à Flamanville, où les provocations et les citations en justice s'étaient multipliées contre les opposants à la centrale, vite devenus anti-nucléaires. «C'est pour cela que nous tenons à faire une marche pacifique et que nous n'avons pas cherché une mobilisation nationale. Les recours en justice donnent des résultats positifs. Nous en avons d'autres en préparation : le GFA, avec M. et Mme Diquet, agriculteurs, va déposer un dossier en cours de cassation, et s'est déjà constitué par



tie civile en portant plainte contre la poursuite des travaux. Alors nous jouons le jeu de la bataille judiciaire» explique un animateur du CRILAN, Didier Anger, qui est à l'origine du CRILAN, explique : «Nous avons tiré la leçon de Malville. Il ne s'agit pas de recommencer les erreurs de juillet 77. Nous avons obtenu l'autorisation de manifester de la part de la préfecture et des trois communes que nous allons traverser. Nous irons jusqu'à la route qui mène au chantier, mais pas plus loin. Et nous tenons beaucoup à traverser le village de Flamanville, où un certain nombre d'habitants sont encore abusés par la propagande de l'EDF.»

A FLAMANVILLE

La manifestation démarre des Pieux. Deux à trois mille personnes, que re-

joindront certains habitants des villages traversés. Les autres, qui ne veulent pas manifester, sont tous devant leur porte, pour le spectacle. La mobilisation est surtout régionale, même si une délégation du Pellerin est venue apporter son soutien. En majorité, ce sont des enseignants, des employés, pour une bonne part des militants écologistes, ayant l'habitude de se retrouver. «Il faut reconnaître que nous avons des difficultés à Flamanville même, où la population est composée d'anciens mineurs reconvertis dans le bâtiment, et donc très touchés par le chômage. L'EDF leur fait croire qu'il y aurait des emplois pour tous, grassement payés... Les choses ont cependant changé, puisqu'aux élections, nous avons eu plus de voix que les candidats du PS et du PC. Eux, avaient fait connaître bien tard leur position sur la centrale. Le candidat du PS a déclaré, vers la fin de la campagne, que si une gauche victorieuse envoyait la police contre des manifestants écologistes, il démissionnerait aussitôt» explique Anger.

Effectivement, au passage de Flamanville, on sent une sympathie amusée de la part de ceux qui restent sur le bord de la route.

Arrivée à Dielette. Les forces de police, très nombreuses, sont restées très discrètes. Tout s'est bien passé. Et si la justice ne «suit» plus, que se passera-t-il ?

Éric BRÉHAT

*Comité Régional d'Information et de lutte anti-nucléaire.



La répression s'intensifie en Argentine

LA MANIFESTATION DU COBA AUTORISEE

● Bernard Henri Levy, qui s'était rendu célèbre par sa fulgurante analyse du goulag et son habileté à mener la campagne de promotion du produit «nouvelle philosophie» a été interpellé en Argentine. Motif : «lisait une presse subversive». Il s'agissait du *Nouvel Observateur*... Les dictateurs argentins ne brillent pas par leur sens de l'humour, il faut voir dans cette arrestation, le signe de l'affolement de la junte, alors que les matches de la coupe n'ont pas encore commencé, et que les réactions dans le monde sont de plus en plus vives. A Paris, la manifestation du COBA est autorisée pour mercredi.

«Il est interdit de recueillir des déclarations». C'est ce qu'un policier argentin a dit à un journaliste argentin en lui arrachant son carnet, alors que le journaliste demandait bien poliment à M. Calderon, directeur technique du Mondial, ce qu'il attendait de la Coupe du Monde. Cette question ayant été jugée subversive, le journaliste a été retenu pendant un quart d'heure par les policiers.

Cette nouvelle véridique est rapportée le plus sérieusement du monde par le quotidien *La Voix*, auquel travaille le journaliste en question. On a ainsi une idée de l'état de surexcitation dans lequel se trouve actuellement la police argentine.

A quelques jours de la première journée de matchs — dont France-Italie —, l'actualité a délaissé le terrain de la défense des Droits de l'Homme pour se retrouver dans celui de la nouvelle sporti-

ve à sensation : Marius Trésor sera-t-il en état de jouer vendredi ? Platini sera-t-il impitoyablement marqué, comme il l'annonce lui-même ? Les Italiens sont-ils si mauvais qu'on veut bien le dire ? Et tous les journalistes, qui avaient dit en s'embarquant que leur action sur place serait plus efficace que tous les appels au boycott passent leur temps à hanter la pelouse de l'Hindu Country club, où les Français se sont fait faire des lits sur mesure. Travail obligé...

Pendant ce temps, le silence tombe sur les prisons, sur les disparus, et les enlevés. Ainsi, on est sans nouvelle de quatorze opposants péruviens, dont Hugo Blanco, exilé récemment en Argentine par les autorités péruviennes. Cinq syndicalistes argentins avaient été reconnus innocents du délit de complot dont on les accusait. Ils sont toujours en prison et personne ne sait quand

Manifestation de soutien au peuple argentin contre la terreur fasciste en Argentine

Le COBA, soutenu par de nombreuses organisations appelle à une manifestation de solidarité avec le peuple argentin victime de la dictature de Videla, pour mercredi 31 mai à 18 h 30 au métro Oberkampf. Après avoir interdit celle prévue pour le 23 mai, le gouvernement vient d'autoriser cette manifestation. C'est une victoire de la campagne contre la répression en Argentine, c'est un coup d'arrêt aux projets du gouvernement de limiter le droit de manifestation. Le COBA demande à toutes les organisations syndicales et politiques, à tous les travailleurs et démocrates de se joindre à cette initiative. Le COBA rappelle sa volonté d'en faire une manifestation massive, pacifique et déterminée à affirmer sa solidarité avec la lutte du peuple argentin. Cette manifestation représentera un pas de plus dans la mobilisation contre la terreur que Videla impose au peuple argentin au moment où s'ouvre officiellement la coupe du monde de football.

Communiqué COBA

ils sortiront. Et pour bien faire comprendre aux journalistes d'Antenne 2 qu'ils ne devaient pas se montrer trop curieux, on a mis à leurs basques quelques limiers peu discrets. Interrogé à ce sujet, le général Merlo, organisateur de la coupe, a répondu : «Si vous êtes suivis, ce sont des curieux qui l'ont fait. Ou vous êtes prédisposés à croire que vous êtes suivis...»

La campagne menée en France contre le boycott a eu un écho suffisamment important pour que la manifestation appelée par le COBA mercredi soit finalement autorisée. Rendez-vous à 18 h 30 au métro Oberkampf. Cela n'empêche pas la police, dans le même temps, d'arrêter un militant du COBA, venu prendre des nouvelles de ses camarades interpellés lors d'une diffusion.

Garde à vue pour un responsable du COBA à Marseille

Un responsable du COBA de Marseille a été mis en garde à vue par la police au moment où il se rendait à l'hôtel de police pour demander des nouvelles des diffuseurs arrêtés lors d'une distribution de tracts.

Après avoir été interrogé sur le fonctionnement du COBA, A. Fourest a été placé en garde à vue et mis en cellule pendant 24 heures. Le militant du COBA a dénoncé la procédure «très dangereuse» dont il a été victime, qui permet à la police de garder «n'importe quel visiteur sans contrôle réel ni justification légale».

Affaire Hidalgo un bien étrange silence

On se souvient que la presse bourgeoise avait laissé entendre que la voiture des agresseurs d'Hidalgo avait été louée par un ancien militant de la *Cause du Peuple*. Depuis, elle s'est faite plus discrète : en effet, l'enquête a prouvé que la voiture avait été louée sous un faux nom, que la personne en question n'y était absolument pour rien. De plus, il y a quelques jours, les clefs du véhicule ont été ramenées par deux individus à une succursale de l'agence de location : ils prétendaient avoir retrouvé les clefs dans «les fleurs d'un jardin proche». Ils ont pu repartir du reste en toute tranquillité...

Comme on le voit, ce qui ressort de cette affaire qu'on a «jetée dans les pattes» des partisans du boycott, c'est un maximum d'inconnues et de bizarreries. Révélateur en tout cas est le silence actuel des radios et des télévisions sur ces faits...

A la fête du PCF à Besançon La Coupe du Monde sur grand écran !

Un groupe du COBA s'est constitué depuis trois semaines à Besançon et a déjà à son actif plusieurs manifestations publiques : pour la fête du premier mai, samedi dernier, et lors de soirées de «Chant libre», association culturelle.

Des centaines de signatures ont été recueillies, des panneaux explicatifs encadraient un babyfoot entouré de barbelés, symbolisant le Mondial en Argentine. De nombreuses discussions ont eu lieu avec les passants, des jeunes, mais aussi des familles, y compris des sportifs et des personnalités du PCF fort embarrassés pour expliquer la position de leur parti, reconnaissant que le mot d'ordre de boycott avait réussi une grande mobilisation.

C'est un choix différent qu'a fait la direction du PCF : à la fête locale de ce parti, on annonce la projection sur grand écran de la Coupe du Monde en Argentine !

Corr. Besançon

Réunion-débat sur la situation politique en Argentine

MARDI 30 MAI A 20 HEURES
34, RUE GAMBETTA à MALAKOFF

avec projection montage vidéo : «Supporters, si vous saviez»

COBA MALAKOFF

En bref... En bref... E

CONFERENCE DE PRESSE DE GISCARD

C'est le 14 juin que Giscard tiendra sa 6^e conférence de presse. La dernière avait eu lieu en janvier 77 à la veille des municipales. Auparavant Giscard se sera rendu,

sur les traces de Chirac, en Corse du 7 au 9 juin.

OTAN

Mardi et mercredi se tient la réunion bi-annuelle de l'OTAN qui est saisie à cette session d'un projet de nouveau plan d'armement.

Pierre CHÂTEL

Les radios libres au comité directeur du PS

A COTE DU DEBAT REEL

Au moment où les flics interviennent contre deux radios libres de province, Radio 66 et Radio libre 59, le comité directeur du parti socialiste examinait le problème des radios libres. Le PS voudrait limiter (à son avantage) des radios locales. Un débat en dehors du sujet, auquel les animateurs et les «auditeurs» des radios libres ne sauraient trouver une réponse à

leurs préoccupations.

En l'occurrence le PS se prononce pour des radios locales substituant ainsi la notion de monopole à celle de service public. Pour le PS le phénomène des radios libres ne s'explique que par le fait que «les auditeurs supportent de plus en plus difficilement la monotonie, la conformité, l'uniformisation et le parisianisme des programmes

radios». Ainsi en créant des émetteurs locaux, la liberté d'expression retrouverait ses droits : le commerçant du coin pourrait y faire de la publicité, les habitants de telle ville pourraient savoir quel programme «culturel» leur propose leur municipalité et combien de chiens et de chats auront été écrasés dans leur ville. On le voit un débat loin de la réalité des radios libres, dont la plupart d'entre elles se tournent résolument vers les luttes, la réalité quotidienne des masses populaires, leurs aspirations. Avant les élections le PS parlait d'aménagement du monopole. Le PS après l'échec électoral, condamne le monopole et les poursuites judiciaires contre les radios libres. Il s'efforce ainsi de ne pas être totalement isolé dans ce mouvement dont l'audience s'élargit de jour en jour, tout en gardant en sous main un projet qui verrait à brève échéance la mise au pilori des radios libres ; un projet où le PS et les municipalités qu'il détient trouveraient leur compte.

Libérez les radios libres !

Au cours d'une conférence de presse, lundi 29 mai à Lille, avec Radio Campus, Radio Détraques, Radio Uylenspiegel, Radio Sortie de Secours, Radio Calamine et qu'elle était verte ma radio, Radio libre 59 exige la restitution du matériel saisi, l'arrêt de toute poursuite policière et judiciaire. Elles invitent les organisations et associations à prendre position dans la presse régionale et à participer à un meeting qui aura lieu vendredi 2 juin. Radio libre 59 reprendra ses émissions mercredi 31 mai.

D'autre part, Radio Uylenspiegel, déjà saisie le 15 janvier, l'a été de nouveau pour flagrant délit après l'émission à Cassel (Nord) le 28 mai.

Le PCF et le PS ont pris l'initiative de «soutenir» les radios libres présentes lors de la conférence de presse, s'accrochant ainsi au mouvement dans l'espoir de pouvoir faire passer leurs projets respectifs de municipalisation des radios.

COUVRE FEU A MADAGASCAR ?

Selon certaines informations de violentes manifestations se seraient déroulées lundi à Antananarivo, la capitale malgache. Les bagarres auraient pour origine une manifestation étudiante. Deux personnes dont une européenne auraient été tuées. Le gouvernement aurait instauré le couvre-feu.

BIERMANN A LA MUTUALITE

Le chanteur dissident d'Allemagne de l'Est, Rolf Biermann donnera un récital au cours d'un meeting organisé mercredi soir à 20 h 30 à Paris, salle de la Mutualité.

COMORES L'EX-PRESIDENT EST MORT

L'ancien président des Comores Ali Saïlih qui avait été renversé par un coup d'État le 13 mai, a trouvé la mort en «tentant de s'enfuir» affirment les nouveaux détenteurs du pouvoir. Les dirigeants actuels bouclent leur valise pour venir discuter avec Giscard.

Les murs d'Irlande, en mai 1978, se couvrent d'inscriptions telles que «H. Block» «Stop torture» ou «Political Status». Elles font partie d'une campagne de dénonciation et d'information contre les centres de torture et les prisons politiques que l'occupant britannique et ses alliés utilisent en Irlande pour tenter de briser le mouvement républicain et la lutte armée qu'il mène.

TORTURE ET CAMP DE CONCENTRATION EN EUROPE

LA POLITIQUE DE L'ÉTAT BRITANNIQUE EN IRLANDE

Aujourd'hui, il y a plus de 3 000 prisonniers politiques en Irlande, une source républicaine avance le chiffre de 3 800 pour l'Ulster, la plupart dans les prisons de Crumlinroad (Belfast) de Lang Kesh et d'Armagh (pour les femmes).

En 1966, les prisonniers politiques étaient 300. Le problème a vraiment commencé à se poser en août 1971 lorsque le gouvernement du Nord a décidé d'interner sans jugements les «suspects». Jusqu'en 1975, 1 800 républicains ont rejoint les prisons pour des périodes de deux ou trois ans durant lesquels ils ont été soumis à la torture (seuls 200 osèrent porter plainte); 5 000 ont été arrêtés pour 3 ou 7 jours (soit en tout 3 % de la population masculine des ghettos nationalistes); 4 000 maisons ont été brutalement perquisitionnées...

L'«ULSTÉRISATION» DE L'IRLANDE ENTIÈRE

Cette situation non seulement continue de plus belle aujourd'hui mais elle s'aggrave car l'impérialisme britannique pousse à l'«ulstérisation» de l'Irlande entière. Cela signifie que la Grande Bretagne tente d'entraîner les autorités locales aussi bien au nord, qu'au sud, théoriquement indépendant, à engager davantage la répression contre la résistance irlandaise (au nord, la police R.U.C. : 13 000 hommes, et l'Ulster Défense Régiment : 8 000 hommes sont de plus en plus actifs aux côtés des 14 000 soldats britanniques). La condition *sine qua non* de cette «ulstérisation» est la criminalisation du mouvement républicain. Ce que recherchent les bourgeoisies du Nord et du Sud c'est couper les patriotes et leurs organisations militaires (I.R.A.



Cet homme a été poussé d'une fenêtre par les policiers du RUC à Belfast. Plus tard il s'est enfui de l'hôpital où il était gardé pour se réfugier au Sud.

provisoire pour le Sinn Fein provisoire, l'I.N.L.A. (armée nationale irlandaise de libération) pour l'Irish Republican Socialist Party (I.R.S.P.) de leur soutien populaire en tentant d'accréditer l'idée que ceux-ci sont des bandits, sans liens avec le mouvement séculaire de résistance, en particulier avec l'ancien Sinn Fein et les héros historiques du «rising» (soulèvement) de 1916. (Une avant-garde, avec entre autres le marxiste James Connolly, s'était alors insurgée contre l'occupant, en pleine guerre impérialiste, action que Lénine avait saluée. Elle fut écrasée mais son combat fut repris par les masses dans les années qui suivirent. La guerre d'indépendance eut pour conséquence la partition de l'Irlande en 1920).

Cette manœuvre politique est cependant très difficile à mener pour le gouvernement bourgeois du «Fianna Fáil» (les guerriers de la destinée), du Sud en principe lui aussi héritier des révolutionnaires de 1916. Il doit, s'il veut lutter efficacement contre l'IRA et l'IRSP, et se livrer davantage aux capitaux étrangers, liquider son propre nationalisme (d'où, entre autres exemples, le sabotage de l'enseignement de la langue nationale le gaélique).

LE TERRORISME D'ÉTAT BRITANNIQUE

Cette nouvelle politique anglaise, «l'ulstérisation», a pour conséquence directe une aggravation de la torture. L'emploi systématique de ce moyen vise à obtenir aujourd'hui des aveux «criminels» signés des républicains qui sont arrêtés. La torture est largement pratiquée dans les centres «d'interrogatoire» des RUC, notamment dans ceux de Castleragh (Belfast) d'Holywod (près de Belfast) et de Strand Road (Derry).

Ces «méthodes spéciales», expérimentées par l'armée britannique durant ses guerres coloniales, ne sont pas nouvelles puisque, depuis 1971, le gouvernement de «sa majesté», mis en cause devant la cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, a cherché à étouffer ce scandale, n'hésitant pas à verser des indemnités très substantielles aux victimes de ces «bavures» (la somme de ces indemnités s'élève à 450 000 livres, environ 45 000 F). L'hypocrisie la plus complète reste de mise sur cette question puisque le secrétaire anglais de la défense osait reconnaître l'utilité et la nécessité des interrogatoires «en profondeur» dans «les cas d'urgence».

Denis Paul et Raymond Murray se sont attachés à cette terrible question. Ils ont publié trois livres : *Les brutalités de l'armée britannique et la branche spéciale du RUC* (1972), *Le livre*

noir et bleu (1974) et *The Castleragh file* (1978). Cette dernière publication, qui porte, dans 195 pages, sur les années 1976-1977, analyse les formes les plus récentes de la torture qui s'exerce dans dix centres d'interrogatoire, sur les républicains, et notamment sur les femmes et les jeunes filles. Ce livre inclut la question des rapports entre la torture et la profession médicale. (Le journal de l'IRSP *Starry Plough* de décembre 1977 montrait, lui aussi, comment l'administration hospitalière prête tacitement son concours à la torture).

DES PROCÉDÉS DIGNES DE LA GESTAPO

Denis Paul et Raymond Murray, dans un tract, distinguent 20 méthodes de brutalité ; l'IRSP en recense pour sa part, dans un document de 1977, 24, utilisées en 1971 et 1972 par la branche spéciale du RUC sur 500 prévenus, au seul centre d'Holywod. (Les méthodes sont décrites fidèlement, p 187-188, dans le livre de Roger Faligot, *La résistance irlandaise*, dans la petite collection Maspéro). L'organisation révolutionnaire IRSP qui dénonce la continuation de ces usages jusqu'à nos jours, signale dans le même tract 12 méthodes plus récentes apparues depuis l'été 1976 :

- 1 - Presser le suspect, lui faire faire des exercices exténuants
- 2 - Laisser debout, dans des positions très fatiguantes.
- 3 - Tirer les cheveux jusqu'à l'abrutissement,
- 4 - Frapper les oreilles jusqu'à faire éclater les tympans
- 5 - Donner des coups dans l'estomac et les reins.
- 7 - Privation de nourriture, de sommeil et d'accès aux toilettes.
- 8 - Torturer les parents en présence des enfants.
- 9 - Faire manger les suspects jusqu'à ce qu'ils en vomissent.
- 10 - Sauter sur le cou et le dos
- 11 - Etrangler et encapuchonner avec un sac plastique
- 12 - Soulever par les poils de la poitrine ou par les moustaches.

LA TORTURE «BLANCHE»

Les forces de l'ordre évitent de laisser des traces. S'il en reste, l'isolement au secret de 3 à 7 jours, «légal», permet de les faire disparaître. Mais ce qui est clair, si on va plus loin, c'est que la police et l'armée érigent la torture en arme psychologique de terreur contre la population républicaine et n'importe qui dans les ghettos peut la subir. *Le Républicain News* du 11 février 1978, en publiant le témoignage d'une victime, dénonce le chantage terroriste des policiers et des soldats. Lynch, jeune chauffeur de poids lourds, arrêté le 4



Les «B spéciaux», troupes de choc de la police d'Irlande du Nord, qui d'après la loi ne sont pas autorisés à porter d'armes...

puis le 13 janvier, a été tabassé et torturé psychologiquement des jours durant, il a eu droit à des séances de coups sur la tête, dans l'estomac, dans les reins, au port d'un sac sur la tête, à des insultes choisies mais surtout à des discours de toutes sortes dont des menaces d'exécution sommaire. Les «détectives» voulaient lui faire reconnaître par écrit qu'il était un poseur de bombes de l'IRA, en le menaçant, s'il n'acceptait pas, de l'arrêter chaque semaine durant quelques heures ou quelques jours pendant les 9 mois à venir.

On se s'étonnera donc guère d'entendre les patriotes et les démocrates irlandais parler de procédés dignes de la gestapo et de qualifier Mason, le secrétaire d'Etat de l'Ulster, de Gauleiter.

LA CAUTION EUROPÉENNE

Par contre il est aussi regrettable qu'honteux de constater que la cour européenne pour les droits de l'homme de Strasbourg, n'a pas voulu reconnaître, malgré l'avis de l'une de ses commissions, que le gouvernement britannique et ses valets, étaient

coupables d'employer la torture. Ce tribunal, fuyant ses responsabilités, s'est réfugié dans un débat de sémantique, préférant ergoter sur la définition des mots que de se prononcer sur la réalité.

Cette attitude est en recul par rapport à 1971 lorsque l'une de ses commissions avait reconnu que 14 hommes avaient été torturés par déprivation sensorielle. Elle fait l'affaire des impérialistes de tout poil. Le président américain Carter, prétendu «champion des droits de l'homme» n'a pas manqué de féliciter le premier ministre anglais Callaghan pour avoir bénéficié de ce lâche verdict.

Les républicains irlandais cherchent donc à briser le mur du silence sur la torture. Ils dénoncent aussi les atroces conditions de vie des prisonniers politiques, victimes de l'occupant anglais, en particulier le scandale intolérable des Block H au camp de concentration de Long Kesh.

Demain la suite

K.D et L.K.

DES DIZAINES DE MILLIERS DE CHINOIS EXPULSÉS DU VIETNAM

● Le gouvernement de la République populaire de Chine, annonce que des mesures d'expulsion massive visant les ressortissants chinois ont été prises ces dernières semaines, par les autorités vietnamiennes. Ces ressortissants, qui sont environ 1 million au Vietnam, ont commencé à rejoindre la Chine, contraints d'abandonner leur travail et leurs biens. Des dizaines de milliers d'entre eux auraient été expulsés en quelques semaines, certains étant victimes de sévices. Les autorités chinoises auraient dépêché des navires pour faciliter leur rapatriement.

A ce sujet, l'agence «Chine nouvelle» publie une déclaration du 24 mai, du porte-parole du bureau des affaires des Chinois d'outre-mer, du conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine. Celui-ci déclare notamment : « (...) Récemment, la partie vietnamienne a frappé d'ostracisme et persécuté sans aucune raison valable les Chinois résidant au Vietnam, et elle a expulsé un grand nombre de ressortissants chinois et les a forcés à retourner en Chine. La situation s'aggrave de jour en jour (...).

Dès le début de l'année 1977, la partie vietnamienne au nom de la «purification des régions frontalières», a commencé à refouler systématiquement des habitants qui avaient quitté la Chine depuis longtemps pour s'installer dans les régions frontalières vietnamiennes. Cela a graduellement évolué pour devenir une expulsion massive des Chinois résidant dans les différentes parties du Vietnam (...).

D'après les statistiques de nos régions frontalières, plus de 50 000 résidents chinois ont été expulsés et forcés à retourner en Chine en l'espace d'un mois et demi seulement, entre le début du mois d'avril et la mi-mai de cette année. A ce jour, le chiffre des Chinois chassés a

dépassé 70 000 sans compter ceux qui ont dû quitter le Vietnam pour chercher refuge ailleurs.

Les ressortissants chinois expulsés, dans leur majorité, sont des travailleurs. Sur le chemin de leur retour pour la Chine, ils ont été maltraités de diverses manières et certains d'entre eux ont été battus et blessés. La plupart des biens qu'ils avaient acquis durant de longues années de labeur ont été arbitrairement confisqués (...).

Les enquêtes et les vérifications minutieuses effectuées par les autorités locales de nos régions frontalières prouvent que ce sont les départements concernés et les agents de la sécurité publique du Vietnam qui, sur ordre, ont répandu parmi les Vietnamiens et les résidents chinois, des mensonges, tels que «la Chine se livre à l'agression contre le Vietnam» et «le gouvernement chinois a appelé les ressortissants chinois à retourner en Chine», pour attiser la haine contre les résidents chinois, les intimider et les menacer. En outre, la partie vietnamienne leur a imposé, par divers moyens, des restrictions quant à leur emploi (...).

Privés des moyens d'existence, de nombreux résidents chinois se trouvent dans une situation extrême-

ment difficile, pratiquement incapables de survivre. Dans la ville Ho Chi Minh et ailleurs se sont produits même de graves incidents : de nombreux résidents chinois ont été arrêtés, frappés ou tués (...).

De multiples faits montrent que l'expulsion massive de résidents chinois par les autorités vietnamiennes est entièrement une opération menée sur instruction, selon un plan établi et dans un but défini (...).

Dans la lutte prolongée contre la domination coloniale au Vietnam, pendant les années difficiles de guerre pour le statut national, contre les impérialistes français et américains, les ressortissants chinois ont combattu aux côtés du peuple vietnamien, sans reculer devant les sacrifices et l'effusion de sang. Ils ont fait un apport positif tant à la cause de libération du peuple vietnamien, à l'édification des régions libérées et, après la guerre, au redressement et à la reconstruction du Vietnam qu'au redressement de l'amitié révolutionnaire entre les deux peuples, forgeant par là de profonds sentiments d'amitié avec le peuple vietnamien. Cependant, après la libération de tout le pays, les autorités vietnamiennes, rendant le mal pour le bien, ont entrepris,

par de multiples moyens ignominieux, de persécuter les ressortissants chinois et de les expulser massivement ; ce qui a porté une grave atteinte à l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et vietnamien (...).

En ce qui concerne le problème de la nationalité des ressortissants chinois résidant à l'étranger, notre pays applique invariablement cette politique consistant à leur donner son accord s'ils choisissent, conformément au principe du libre consentement, la nationalité du pays de résidence, et à les encourager ; dans le même temps, nous n'admettons pas qu'on les contraigne à se faire naturaliser contre leur propre volonté (...).

Cette position avait été exposée clairement par le président Houa Kouo-feng, dans son rapport sur les activités du gouvernement chinois, présenté à la première session de la 5^e assemblée populaire nationale, le 26 février dernier. Il avait ajouté notamment, concernant les ressortissants chinois qui gardent la nationalité chinoise : «Nous leur enjoignons d'observer la loi du pays où ils résident, de respecter les us et coutumes de la population locale et de vivre en bons termes avec elle. Le gouvernement chi-

nois a le devoir de protéger leurs droits et intérêts légitimes, et il souhaite en même temps que ceux-ci soient garantis par les pays concernés».

Dans sa déclaration du 24 mai, le porte-parole du bureau des affaires des Chinois d'outre-mer du conseil des affaires d'Etat de la République populaire de Chine conclut : «Nous exigeons que la partie vietnamienne cesse immédiatement la poursuite de cette politique erronée visant à évincer, à persécuter et à refouler les ressortissants chinois, afin que l'amitié traditionnelle entre les deux pays et les deux peuples ne soit plus lésée. Sinon, le gouvernement vietnamien devra endosser l'entière responsabilité de toutes les conséquences découlant de ces mesures déraisonnables (...).

De son côté, le gouvernement vietnamien a «proposé» samedi 27 mai, à la Chine, «la cessation de la violente propagande qui sape l'amitié entre les peuples des deux pays et la réunion des deux gouvernements dès que possible, afin de résoudre les mécontentements relatives au problème des Chinois dans un esprit de fraternité...».

Le vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères, Hong Bich-son a quant à lui, qualifié samedi de «pure fabrication les accusations de responsables chinois selon lesquelles les résidents chinois au Vietnam ont été expulsés et persécutés».

Selon les autorités vietnamiennes, les Chinois du Vietnam qui se sont réfugiés en Chine, l'auraient fait sous l'influence d'une «propagande trompeuse». Mais, on se demande comment cela aurait été possible pour des dizaines de milliers de Chinois, sans une volonté précise dans ce sens de la part des autorités vietnamiennes. D'autre part, en déniant toute qualité de nationaux chinois, à tous les ressortissants chinois résidant jusqu'ici au Vietnam, les autorités vietnamiennes remettent en cause, comme le souligne la déclaration chinoise la position adoptée précédemment, dans les années 50 et 60, par le gouvernement de la République démocratique du Vietnam et le FNL sud-vietnam. Ceux-ci, condamnant la position du fantôme Ngo Dinh diem, avaient alors proclamé «le droit pour les ressortissants chinois résidant au Vietnam de choisir librement leur nationalité».

FEMMES EN LUTTE

MEETING DE SOLIDARITE DES FEMMES DU TIERS MONDE, DES MOUVEMENTS DE FEMMES POPULAIRES, ET ANTI-IMPERIALISTES

● Le meeting tenu vendredi dernier à la Cité Internationale à Paris à l'occasion de la «fête des mères» a donné un aperçu du mouvement des femmes dans divers pays du Tiers Monde.

On peut regretter que l'information ait été limitée dans les groupes femmes parisiens, car il était riche d'informations et indiquait d'intéressantes perspectives de lutte des mouvements de femmes dans le monde.

Sous le mot d'ordre : «Avançons dans notre double combat, contre l'oppression des femmes, contre l'impérialisme et l'oligarchie», il y eut des témoignages des comités organisant le meeting (CSPE - Comité de Soutien aux Luttes du Peuple Equatorien - Groupe des femmes éthiopiennes en France, Collectif des femmes portoricaines, Front du Peuple du «Chili» et d'organisations le soutenant (Pérou, Haïti, Érythrée...). Un excellent montage de diapositives sur la femme équatorienne, ses activités, ses luttes a été présenté. Les témoignages, le montage ainsi que la discussion, malheureusement trop courte, ont montré la démarcation claire de ces mouvements envers l'impérialisme, les régimes à sa solde, aussi bien que vis-à-vis des courants «féministes» bourgeois qu'il peut susciter.

UN CARACTERE AFFIRMÉ D'EMBLÉE

Que les groupes femmes des pays du Tiers Monde

se constituent à l'initiative d'organisations révolutionnaires ou spontanément dans les mouvements de masses ou le soutien et la participation aux luttes ouvrières et populaires (par exemple en Equateur : manifestations de masse des femmes contre l'inflation, soutien aux grévistes d'Aztra, constitution de groupes femmes dans l'université assiégée par la police en 77), ils prennent d'emblée un caractère anti-impérialiste et de classe par leur liaison avec le peuple largement mobilisé et aussi à travers les tâches à mener :

— nécessité de dénoncer les organisations de femmes bourgeoises fabriquées par l'impérialisme ; — se mettre au service des femmes du peuple dans leur vie quotidienne (cantines populaires, garderies, etc.) et dans leurs luttes ; — permettre aux femmes de participer à la vie politique et, en l'absence de toute liberté d'expression, permettre la lutte révolutionnaire à travers les moyens d'expression, de rassemblement et d'organisa-

tion que permet le mouvement des femmes et que l'Etat ne peut interdire en tant que tel (ainsi le journal des femmes de l'université de Quito est devenu un moyen large de propagande anti-impérialiste).

DU CHILI A L'ETHIOPIE LES TENTATIVES DE LIQUIDER LES MOUVEMENTS DES FEMMES

En ce qui concerne les courants d'idées suscités parmi les femmes par l'impérialisme, plusieurs interventions ont dénoncé «L'année internationale de la Femme» de 1975 comme une vaste opération impérialiste qui a créé des structures-bidon, occupées par les femmes de la bourgeoisie et désertées par les femmes du peuple, parce qu'elle présentait la cause des femmes hors de la lutte de classe et de la domination impérialiste. Les formes que cette opération a prises sont diverses, avec un but commun : liquider le mouvement des femmes en lutte et, quand ce n'est pas

possible, y semer la confusion. quelques exemples en ont été donnés au meeting :

— Au Chili, c'est la conception de la junte fasciste qui est déversée à travers des groupes «féministes» bourgeois, où la femme est représentée comme porteuse des valeurs traditionnelles, de la famille, de la stabilité sociale et de la «paix». Elle doit garder son rôle de mère, reproductrice «protégée» par l'ordre militaire.

— A Porto-Rico, c'est la caution à la «contraception» et à la stérilisation forcée pratiquée par les Américains. Ainsi des femmes sont stérilisées sans le savoir quand elles vont consulter un médecin pour une grossesse ou à l'accouchement ; ou encore on leur distribue des contraceptifs sans aucune information, ce qui permet de les utiliser comme cobayes pour les laboratoires américains.

C'est un véritable génocide qui est ainsi perpétré à Porto-Rico et dans beaucoup d'autres pays du Tiers Monde !

— En Ethiopie, le DERG, patronné par l'URSS, pèse de tout son poids pour maintenir les valeurs patriarcales et féodales que rejette le mouvement populaire (par exemple, la pratique de l'excision : ablation du clitoris).

Une femme éthiopienne a fait remarquer que, dans son pays, des courants «sexistes» ou traditionalistes ont finalement peu d'impact dans le mouvement populaire des femmes.

Poursuivant sur la situation en Ethiopie, elle a souligné en même temps le danger que peut représenter, pour l'émancipation des femmes comme du reste du peuple, l'idéologie révisionniste, dans un avenir proche, en relation avec l'intervention de l'URSS dans cette partie de l'Afrique : «Parce qu'ils parlent de socialisme, et c'est plus difficile à critiquer».

UNE CONCLUSION LARGEMENT APPLAUDIE

Tout au long du débat, il

a été question de l'unité indispensable entre la lutte des femmes contre leur exploitation spécifique et leur lutte contre l'impérialisme. La lutte contre la domination sexiste de la femme a été caractérisée comme une lutte contre les mentalités, les pratiques patriarcales et féodales qui permettent la domination de l'homme sur la femme, et non comme une lutte contre les hommes en tant que sexe.

Et pour être victorieuse et offrir des perspectives, a-t-il souligné, la lutte des femmes doit être reliée directement à la lutte contre l'impérialisme, à la lutte des classes dans la perspective du socialisme.

Conclusion applaudie par les participants (environ 150 personnes, dont plus de la moitié étaient des hommes) et qui m'a semblé importante pour le mouvement des femmes en France, aujourd'hui en plein débat sur ses perspectives et son ouverture en direction des femmes du peuple.

abonnez-vous
abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*. Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

- Le tome V de Mao Tsé-toung.**
- Ou parmi les livres :
- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste* (Paule Lejeune)
 - + *La Commune en bandes dessinées*
 - *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
 - *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran).
 - *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN).
 - *La Commune de Paris* (Lissagaray).
 - *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
 - *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
 - *Salaires aux pièces*
 - *L'électro-nucléaire*. (CFDT) Nucléaire, danger immédiat.
 - *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* *Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*.
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

- Abonnement normal 350 F
- Abonnement de soutien 600 F
- ... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

INTERNATIONAL

Le roi Khaled à Paris

DES INTERETS COMMUNS EN AFRIQUE

«Vous nous achetez d'énormes quantités de pétrole et nous ne pouvons pas absorber tous les produits que vous avez à nous vendre, donc il est inutile d'espérer équilibrer la balance commerciale.» C'est ainsi que l'année dernière, s'adressant à Giscard au cours de son voyage en Arabie Saoudite, le ministre du Plan Hisham Nazer résumait non sans rudesse le problème des relations économiques entre les deux pays.

En effet, alors que l'Arabie Saoudite est le premier fournisseur de pétrole de la France, celle-ci continue à enregistrer un déficit commercial, de l'ordre de 18 milliards de francs (1977) avec ce pays. Sur le marché saoudien, la France vient en septième position après les Etats Unis (25 %), le Japon (18 %), l'Allemagne (10 %), la Grande Bretagne, l'Italie et la Corée du sud. Pourtant les projets très ambitieux de la classe dirigeante saoudienne qui envisage un plan de développement économique permettant au pays de sortir de la dépendance du pétrole, laissent espérer à l'impérialisme français une place plus importante pour sa technologie. En 1973, dans le cadre d'une politique commerciale qui se voulait audacieuse pour faire face à la crise, Jobert était revenu d'Arabie Saoudite avec de nombreux contrats ; mais la plupart sont restés sur le papier. Comme dans beaucoup de pays du Tiers Monde, l'impérialisme français n'est pas parvenu à effectuer la percée sur laquelle il comptait dans le cadre de la restructuration de son économie. C'est

phonique de plus de 3 milliards de dollars sur lequel la France comptait à été finalement gagné par Philips Ericson et Bell Canada. En fait, c'est surtout dans le domaine des armements que l'impérialisme français peut avoir des perspectives un peu fondées.

UNE ALTERNATIVE AUX FOURNITURES D'ARMES AMÉRICAINES ?

Bien que très liée aux Etats-Unis, la classe dirigeante d'Arabie Saoudite entretient avec les USA d'importantes contradictions, notamment au sujet d'Israël. En voulant associer les USA à un «réglement pacifique», la monarchie saoudite voulait accroître son influence dans le monde arabe. Néanmoins elle exigeait une solution basée sur le retrait des territoires occupés en 1967 et la reconnaissance des «droits nationaux» du peuple palestinien. Alors que les plans de «paix» de Carter sont au point mort et que l'impérialisme US, loin d'évoluer, dans ses positions, soutient plus que jamais l'Etat sioniste,

L'APPROVISIONNEMENT EN PÉTROLE DE LA FRANCE

Parmi les sources d'approvisionnement de la France en pétrole brut, en 1977

- Arabie Saoudite : 43,5 millions de tonnes	36,2 %
(principal fournisseur)	(22,5 % en 1973)
- Irak :	15,3 %
- Algérie :	4,8 %

qu'il doit faire face à une présence toujours importante des Etats Unis (80 %) des contrats passés avec les USA dans le domaine de l'industrie lourde, tandis que 30 000 résidents, sont américains (contre 6 000 Français). La France affronte aussi la concurrence des autres impérialismes secondaires, pour qui le marché saoudien constitue également un enjeu de taille. Mis à part le domaine militaire, les contrats signés avec la France, quoique importants, se limitent aux travaux publics et à la construction (Bouygues, Thinet, Dumez) et à la télévision. Un projet de collaboration dans le domaine nucléaire est toujours en discussion. Le voyage de Giscard en 1977, annoncé au départ comme très prometteur, s'est finalement conclu, du point de vue commercial par de nouveaux engagements, rapidement suivis de nouvelles déceptions, pour l'impérialisme français. C'est ainsi qu'un marché d'équipement télé-

la faiblesse des positions de la France en Arabie Saoudite, dans d'autres domaines. De plus, l'Arabie Saoudite est le plus important bailleur de fonds de l'OAI (organisation des industries arabes) constituée pour fabriquer et acheter des armes en commun avec le Qatar, les

ple, elle a accordé une aide au gouvernement somalien au moment où celui-ci rompait avec l'URSS. Elle encourage l'envoi de troupes égyptiennes au Soudan. La monarchie saoudienne a également apporté une aide importante à l'Etat de Djibouti depuis sa

DEFICIT COMMERCIAL DE LA FRANCE

Déficit commercial français par rapport à l'Arabie saoudite : 18 milliards et 140 millions de francs. L'Arabie saoudite qui est le 5^e fournisseur de la France, n'en est que le 17^e client. Vis-à-vis de la RFA, ce déficit se limite à 10 milliards et 700 millions, et vis-à-vis des Etats-Unis, à 8 milliards.

Emirats Arabes Unis et l'Egypte. Il avait été question, l'année dernière, dans ce cadre d'achats de Mirage F 1 par l'Arabie Saoudite pour le compte de l'Egypte ; mais les Américains auraient mis comme condition à la vente de leurs F 15, que l'Arabie Saoudite n'achète pas de mirages F 1 à la France avant 1981. Par contre le gouvernement saoudien pourrait envisager de participer au financement d'un projet de Dassault, le bi-racteur Mirage M. 4 000.

UNE STRATÉGIE COMMUNE EN AFRIQUE ?

L'éventualité d'une coopération des deux pays dans le domaine militaire est inséparable des préoccupations de l'Arabie Saoudite concernant la situation en Afrique et notamment l'offensive du social-impérialisme. En effet, le régime saoudien est particulièrement inquiet de l'intervention soviéto-cubaine dans la Corne de l'Afrique. La présence russe au Yemen du Sud et dans les ports de l'Erythrée est considérée comme une atteinte à la sécurité de l'Arabie Saoudite, dont le régime estime que la Mer Rouge doit demeurer un «lac de paix arabe». Devant l'offensive soviétique, l'Arabie Saoudite développe donc une sorte de contre-offensive en liaison avec les USA : par exem-

plé, elle a accordé une aide au gouvernement somalien au moment où celui-ci rompait avec l'URSS. Elle encourage l'envoi de troupes égyptiennes au Soudan.

La monarchie saoudienne a également apporté une aide importante à l'Etat de Djibouti depuis sa création. Alors que 4 000 soldats français s'y trouvent et que l'Arabie Saoudite envisage un possible renforcement militaire de Djibouti à l'aide de forces égyptiennes.

Par ailleurs elle tente d'intervenir en Erythrée en vue d'influer sinon de contrôler le mouvement de libération, à travers le groupe d'Osman Sabbeh.

Au delà de cette convergence américano-saoudienne, les intérêts de l'impérialisme français et de l'Arabie saoudite peuvent se trouver également coincés dans un certain nombre de pays africains particulièrement liés avec la France et auxquels l'Arabie Saoudite apporte une aide grandissante. Par exemple, le projet «Guelbs» d'exploitation de nouvelles mines de fer en Mauritanie n'a pu se faire que grâce à l'aide des pays arabes pétroliers. Il en est de même pour les projets d'aménagement de la vallée du Sénégal, auxquels la France participe. Alors que, dans beaucoup de cas l'Arabie Saoudite et l'impérialisme français soutiennent les mêmes régimes, le régime saoudien finançant des projets qui peuvent bénéficier à la France, les dirigeants des deux pays pourraient discuter d'une harmonisation de leurs politiques africaines qui ne manquent pas de convergences.

J.P. CHAMPAGNY

ARABIE SAOUDITE

L'Arabie saoudite est un vaste pays de deux millions de km², soit quatre fois la superficie de la France. Située à la jonction de l'Afrique et de l'Asie, elle dispose d'un important littoral sur la mer Rouge et le golfe arabe. Sa population, estimée à 8 millions d'habitants, serait composée de près de la moitié de nomades ; cette proportion décline cependant assez vite. La partie du pays, située à l'Est de Ryad, la capitale, est très riche en pétrole et compte une importante industrie pétrolière ; à l'ouest, où se trouvent les principales villes, très peuplées, l'activité est axée sur le commerce et les petites industries. L'agriculture est concentrée dans deux régions, l'Assir et le Quassim, au nord de Ryad, tandis que l'activité de la pêche est concentrée sur les rives du golfe. Le pétrole représentait 93 % des recettes de l'Etat saoudien en 1975, et 83 % de son «produit intérieur brut». (P.I.B.)

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 30 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le sacrifice
21 h 05 - Rimbaud, le voleur de feu. *Emission sur la vie et l'œuvre du poète.*
23 h 15 - Tennis internationaux de France
23 h 35 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Gala de clôture du festival de Cannes
22 h 05 - Danse, musique et mime
22 h 55 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le passager
22 h 00 - Journal et fin

Mercredi 31 mai

TF 1

17 h 55 - Sur deux roues
18 h 10 - A la bonne heure. *Du théâtre pour tout le monde ?*
18 h 35 - Un rue Sésame
19 h 05 - Dessin animé
19 h 15 - Une minute pour les femmes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
19 h 50 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'équipage. *D'après le roman de Joseph Kessel*
22 h 10 - Les grandes heures de la coupe du monde
23 h 00 - Tennis internationaux de France
23 h 20 - Journal et fin

A 2

17 h 00 - Un sur cinq
17 h 55 - Accords parfaits.
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club. *Guy Béart.*
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Septième avenue. *Feuilleton américain*
21 h 30 - Question de temps. *Quelle France ? Série mensuelle d'Eric Cloué. L'Hérault : juste Midi*
22 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La guerre est finie. *Film français d'Alain Resnais 1966 avec Yves Montand, D. Rozan, M. Piccoli.*
22 h 25 - Journal
22 h 40 - Ciné-regards. *Spécial festival de Cannes*

LIVRE

Le chômage créateur

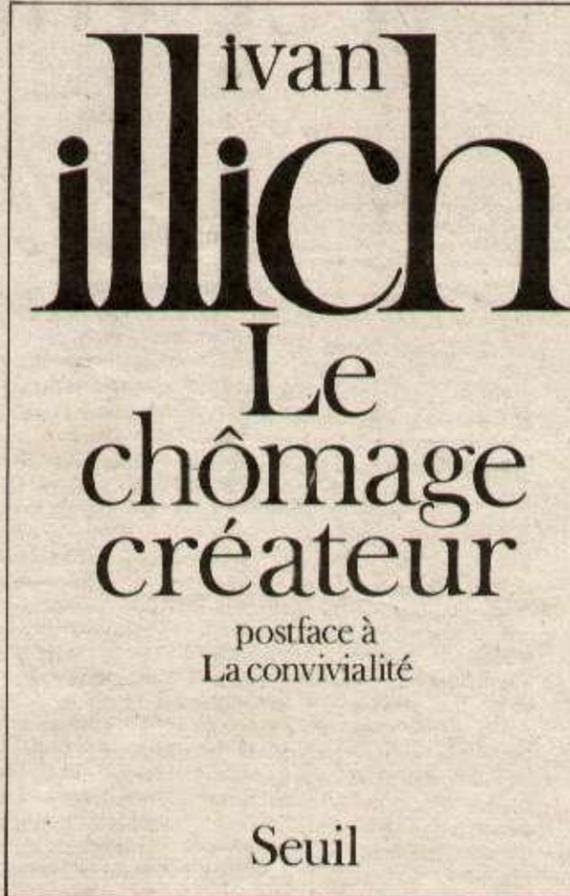
Postface à la convivialité

Par Ivan ILLICH, éditions du Seuil

Dans ce livre au titre provocateur, Ivan Illich déclare conclure «une décennie de recherches sur la corrélation entre les outils d'une société et le sens de la justice qui y prévaut.» Son idée centrale est celle-ci : la production sur une grande échelle de marchandises standardisées, en se substituant à la production artisanale, par chaque individu ou chaque communauté, des produits utiles, mutile les capacités créatrices de l'homme. De plus, cette production de marchandises standardise les individus, les conduit à modeler leurs désirs sur ce qui est produit : «le développement a eu les mêmes effets dans toutes les sociétés : chacun s'est trouvé empêtré dans une nouvelle trame de dépendance à l'égard des produits qui se déversent du même genre de machines : usines, cliniques, studios de télévision, centres d'études. Pour assouvir cette dépendance, il faut produire toujours plus : des biens standardisés, conçus et réalisés à l'intention d'un nombre toujours accru de consommateurs «dressés» à éprouver le besoin de ce qui leur est offert par ceux qui précisément sont à l'origine de l'offre.»

LA LOGIQUE DES OUTILS

On trouve là une version de la «logique des outils». Selon les partisans de cette théorie, c'est le développement de la technique, des machines, qui engendrent la dépendance des «gens». L'histoire du déve-



loppement de l'industrie capitaliste contredit cette façon de voir. Ce n'est pas le développement des machines qui a créé la dépendance de l'ouvrier vis-à-vis des seigneurs du Capital. Dans les premières manufactures capitalistes, la technique restait très artisanale. Et pourtant, en entrant dans la manufacture, l'ouvrier salarié se soumettait totalement au despotisme patronal. Par la suite, le développement du machinisme a simplifié,

morcellé, déqualifié à l'extrême le travail productif, réduisant l'ouvrier à l'état de robot. Si par là-même, le prolétaire s'est trouvé dans une dépendance accrue vis-à-vis des machines et des capitalistes, ce n'était pas le principal but recherché par ces derniers : leur but était avant tout d'accroître leurs profits, la rentabilité des capitaux, le taux de plus-value. De même, si les individus ou communautés cessent de fabriquer l'ensem-

ble des produits qui sont nécessaires à leur subsistance pour se consacrer à la fabrication d'une gamme restreinte de marchandises, c'est parce que c'est le seul moyen d'accroître leur productivité, et ainsi la masse de richesses dont ils peuvent disposer, par le biais de l'échange.

«LES PROFESSIONS MUTILANTES»

Pour Ivan Illich, ce qui est vrai pour les marchandises l'est également pour les services : l'individu désapprend à se prendre en charge lui-même pour devenir le client de «services professionnels mutilants» : les systèmes d'assistance se multiplient, réduisant progressivement l'autonomie des individus.

Aucune autre explication n'est fournie de ce processus que «la complaisance mise par les citoyens à s'asservir eux-mêmes en se faisant clients de toute sorte», ce qui permet à une corporation de spécialistes de s'ériger en «profession dominante», qui devient par la suite «profession mutilante».

Ivan Illich méconnaît le fait que dans notre société, une classe impose ses choix économiques, techniques, politiques, contre les intérêts et la volonté de la grande masse du peuple, par la contrainte. Pour lui, si les gens sont aliénés, c'est qu'ils acceptent eux-mêmes leur aliénation, qu'ils en sont complices.

Paul GAUVIN
(à suivre)

Et l'acier fut trempé

139^e épisode

Au cours d'un congrès, Pavel rencontre Rita qu'il n'a pas vue depuis 3 ans et qu'elle croyait morte...

Tandis qu'ils descendaient le large escalier conduisant à la sortie, Rita enveloppa encore une fois Pavel d'un rapide coup d'œil. Il la dépassait maintenant d'une demi-tête. Il était toujours le même, seulement un peu plus viril, plus maître de lui-même.

— Je ne t'ai même pas demandé où tu travaillais, fit-elle.

— Je suis secrétaire d'un comité régional du Komsomol, un «bureaucrate, membre de l'appareil», comme dit Doubava, répondit Pavel en souriant.

— Tu l'as vu ?

— Oui, et cette rencontre m'a laissé une impression désagréable.

Ils sortirent dans la rue aux autos klaxonnantes, à la foule bruyante, et marchèrent jusqu'au Grand Théâtre presque sans parler, absorbés par la même pensée. Le théâtre était battu par une mer humaine, tumultueuse, impérieuse, qui assiégeait la façade de pierre et cherchait à forcer les entrées jalousement gardées par des soldats rouges. Mais les sentinelles inexorables ne laissaient passer que les délégués, et ceux-ci franchissaient le barrage en présentant fièrement leur mandat.

Tous les jeunes qui entouraient le théâtre étaient des komsomols, qui n'avaient pas reçu

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

d'invitations mais voulaient à toute force assister à l'ouverture du congrès. Les plus débrouillards se glissaient au milieu d'un groupe de délégués et présentaient un papier rouge en guise de mandat. Mais ils tombaient alors sur un représentant du Comité central ou sur le «contrôle», qui dirigeaient les invités vers les balcons et les délégués vers l'orchestre. Et les resquilleurs étaient reconduits à l'extérieur, pour la plus grande joie de leurs collègues malheureux qui n'avaient pas, eux non plus, réussi à entrer.

Le théâtre n'aurait pu contenir même la vingtième partie de ceux qui voulaient y pénétrer.

Rita et Pavel parvinrent difficilement jusqu'à la porte. Les délégués arrivaient sans cesse, par tramways, par automobiles. On se bousculait à l'entrée. Les soldats — également des komsomols — se trouvaient en difficulté, coincés contre le mur, tu dis que du perron on criait :

— Allez, l'Institut Bauman, en avant !

— Pousse, mon vieux, ça va y être !

Encore un petit effort !

Au moment où Kortchaguine et Rita franchissaient la porte, un petit gars aux yeux vifs, l'insigne du Komsomol sur sa veste, fila comme une flèche, évita le «contrôle» et s'engouffra dans le foyer. L'instant suivant, il avait disparu dans le flot des délégués.

— Asseyons-nous par ici, dit Rita en indiquant les dernières rangées de fauteuils, lorsqu'ils furent à l'orchestre.

Ils prirent place dans un coin.

— Je voudrais que tu répondes à une question, dit Rita. Bien qu'il s'agisse du passé, je pense que tu me le diras : pourquoi as-tu mis fin, à l'époque, à notre travail en commun et à notre amitié ?

Il attendait cette question depuis le premier instant de leur rencontre et pourtant il se sentit gêné. Leurs regards se croisèrent et Pavel comprit qu'elle savait.

— Je pense que tu sais tout, Rita. Il y a trois ans de cela, et je ne peux que condamner Pavka pour ce qu'il a fait là. D'ailleurs, Kortchaguine a commis dans sa vie bien des fautes, des grandes et des petites, et notamment celle dont tu viens de parler.

Rita sourit.

— C'est une bonne introduction. Mais j'attends ma réponse !

Pavel baissa la voix :

— Il y a deux responsables : moi et «Ovode», avec son romantisme révolutionnaire. Les livres exaltant les révolutionnaires courageux, intrépides, d'une grande force d'esprit et de volonté, dévoués corps et âme à notre cause, m'ont laissé un souvenir ineffaçable et le désir de les imiter. Et, devant mon sentiment pour toi, j'ai réagi à la façon d'«Ovode». Maintenant, ça me paraît ridicule, mais surtout profondément regrettable.

— Tu as révisé ton point de vue sur «Ovode» ?

— Non, Rita, pas pour l'essentiel ! J'ai simplement rejeté la tragédie superflue d'une opération douloureuse pratiquée pour éprouver sa volonté. Mais je suis pour ce qui fait le fond d'«Ovode» : le courage, l'endurance sans limites, l'aptitude à supporter les souffrances sans les montrer à personne. Je suis pour ce type de révolutionnaire qui considère sa vie personnelle comme zéro par rapport au bien public.

(à suivre)

Mai-Juin 68, c'était hier

PCF ET CGT CONTRE LE MOUVEMENT

Après s'être opposé, comme nous l'avons vu, à tout ce qui, dans le mouvement, lors de sa phase «étudiante» visait l'organisation de la société, le système d'oppression, le PCF peut croire, le 13 mai, avec une journée de grève générale et la manifestation parisienne, avoir clos l'incident.

Mais au lendemain du 13 mai, une autre phase s'amorce : celle des grèves. La direction CGT n'est pour rien dans les premières luttes, qui au contraire se déclenchent spontanément, sous l'impulsion de jeunes ouvriers notamment. A Sud Aviation de Nantes, le syndicat CGT se trouve même mis en minorité, lui qui préconisait la poursuite des grèves tournantes entamées depuis plusieurs mois. En ce 14 mai, ce n'est plus cela que veulent les travailleurs, ils veulent engager pour de bon la lutte. En trois jours, leur mouvement fera tâche d'huile, et les grèves se multiplieront à travers la France. Le 16 mai, ce sont les travailleurs de Renault Cléon qui entrent en lutte, avec des revendications précises : salaire minimum de 1 000 F, les 40 heures, les libertés syndicales et la suppression des contrats temporaires. Mais la rapidité de propagation de la grève, et les formes nouvelles qu'elle prend alors (occupation séquestrations de patrons), et surtout le fait qu'elle se développe en écho de la secousse étudiante et de ses thèmes révolutionnaires montrent assez clairement qu'elle va au-delà des seules motivations purement revendicatives. Beaucoup d'usines se mettent en grève «comme ça», sans élaborer de revendications ou les élaborent après coup.

LA CGT AU SERVICE DE LA POLITIQUE DU PCF

Le PCF, face au déferlement de la grève, va agir essentiellement par l'intermédiaire de la CGT pour s'assurer que le mouvement de la classe ouvrière reste dans le cadre de ses objectifs politiques.

Dès le 15 mai, la CGT a fait connaître sa position, dans une déclaration confédérale : «Le 13 mai a asséné au pouvoir des monopoles le coup le plus dur qu'il ait subi depuis son instauration. Des comptes en retard se sont accumulés, et doivent être réglés». Et la CGT de présenter ses revendications : salaire minimum à 600 F, abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale, et retour progressif au plein emploi.

Aussi la direction de la CGT s'en tient à des revendications très nettement en deça de celles qui sont formulées par les ouvriers de Renault Cléon entre autres. Mais surtout elle entend, et, derrière elle, le PCF, fixer un objectif purement revendicatif au mouvement.

Ce qui lui permet d'autant mieux de placer ailleurs, bien en dehors de la réalité du mouvement, l'objectif proprement politique selon elle : favoriser l'Union de la gauche. C'est d'ailleurs la ligne officielle de son 36^e Congrès qui s'est tenu en juin 1967. Le 16 mai, Séguéy l'affirme d'ailleurs très explicitement : «La situation a évolué et prend les dimensions d'un conflit entre les

forces démocratiques et ouvrières et le pouvoir placé devant la faillite de sa politique. La CGT a pris ses responsabilités et est prête à discuter avec toutes les organisations syndicales de gauche et les partis d'opposition pour prendre toutes dispositions que la situation impose».

Enfermer le mouvement de la classe ouvrière dans un cadre revendicatif, y réprimer, de l'intérieur, les initiatives révolutionnaires, rendre les usines impénétrables de l'extérieur et par les autres usines, c'est dès lors la tâche que s'assigne la direction de la CGT. C'est la condition pour que le mouvement de la classe ouvrière, s'il est muselé et monopolisé ainsi par la CGT puisse servir de masse de manœuvre et de moyen de pressions pour amener la FGDS à se lier au PCF et à tenter d'imposer comme solution politique «un gouvernement populaire et d'union démocratique à participation communiste» (*Humanité* du 29 mai 1968).

L'action ainsi conjuguée du PCF et de la CGT va connaître deux phases : jusqu'au 29 mai, après les premiers accords de Grenelle, l'aboutissement de cette tactique paraît encore possible. Dans cette période, le PCF renouvelle quasi quotidiennement ses appels à la FGDS. Le 20 mai, le bureau politique lance un appel «à multiplier les comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique» et il précise «les grandes masses populaires ne sont pas engagées dans une grève insurrectionnelle, mais dans un vaste mouvement tendant à l'élimination du gouvernement et du régime gaulliste, et à l'avènement avec toutes les forces de la gauche d'un véritable régime républicain ouvrant la voie au socialisme».

Ces comités d'action resteront un vœu pieux. Bien que Mitterrand, devenu le symbole obligé depuis 1965, de toute solution d'Union de la gauche, pris de vertige, croie un moment son heure venue, il est tout à fait capable d'illusionner la masse des grévistes au point qu'elle puisse se reconnaître en lui.

L'épisode de Charléty (27 mai) où, entre des représentants de l'UNEF, de la CFDT et du PSU, se glisse Mendès France montre qu'une présentation plus habile d'une solution social-démocrate n'a elle-même aucune chance.

Le PCF y est violemment opposé, car il n'y a pas de place prévue pour lui là-dedans. D'où l'indignation de Waldeck Rochet, le 28 mai : «Il n'est pas sérieux de prétendre aller au socialisme sans les communistes, et encore moins en faisant de l'anti-communisme comme à Charléty. Nous n'entendons pas voir se substituer au pouvoir actuel un autre pouvoir qui ne satisferait pas les revendications sous pré-

texte qu'il serait dépassé. Nous n'entendons pas non plus frayer la voie à un régime à la solde de la politique américaine».

Mitterrand, d'ailleurs, garde aussi ses distances par rapport à l'entreprise de Charléty. Il n'envisage guère autre chose qu'une revanche, à chaud, de l'élection de 1965 : de Gaulle démissionnant, il prendrait la tête d'un gouvernement qui organiserait, en juillet, les élections présidentielles, dont on devine le candidat. Et il compte évidemment sur les voix du PCF.

Opération qui tourne court presque immédiatement. La CGT se retrouve seule à manifester le 29 mai «pour un gouvernement populaire».

Les accords de Grenelle, bien que refusés dans les usines, ont été signés : l'horizon revendicatif du mouvement est ainsi fixé, borné. Quelque chose est cassé, alors qu'aucune solution politique crédible n'a pu se mettre en place. Ce jour-même du 29 mai, le discours de De Gaulle, trouve tout naturellement sa place : il lui suffit de dire «je reste», tout en menaçant du recours à la force, et de proposer des élections.

ACHARNÉS A FAIRE REPREDRE LE TRAVAIL

À partir de là, le PCF, avec la CGT, — et c'est la deuxième phase — ne veut plus avoir qu'une seule orientation : terminer la grève, faire reprendre usine par usine pour préparer, dans les meilleures conditions de trêve, les élections de juin. Garaudy, alors membre du bureau politique a récemment révélé que ce fut, très crûment, dès ce moment, la décision et la préoccupation essentielle de la direction du PCF au plus haut niveau. Ils espèrent obtenir à froid, par les votes, ce gouvernement de gauche dont ils n'ont pu forcer, à chaud, la mise en place. Espoirs ridiculisés par une sanction qui, le mouvement une fois tué, préfère les garants de l'ordre restés en place à l'impuissance de leurs concurrents.

Mais sur le moment, aussitôt après l'annonce des élections, le PCF y a cru dur comme fer : «Nous n'avons pas attendu ce discours, déclare-t-il, pour demander que la parole soit donnée au peuple dans les plus brefs délais». L'acharnement de la CGT à faire reprendre ne connaît pas de bornes : «Ceux qui, patrons ou gouvernement, persistent dans une attitude négative... portent la responsabilité de la prolongation des grèves». C'est une manière comme une autre de désavouer toute poursuite des grèves. Et le 5 juin : «L'intérêt des salariés est de reprendre le travail partout où les revendications essentielles sont satisfaites».

DES BRECHES QUI S'ÉLARGIRONT

Leur politique concentrée d'opposition à tout ce qui, dans le mouvement gréviste, rompait avec l'idéologie et la pratique révisionniste, avec leur logique bourgeoise, le PCF et la CGT

n'ont pu la mener impunément, étant donné l'élan des idées nouvelles.

Pas seulement lors de leurs manœuvres forcées pour faire reprendre et qui écœureront et indigneront nombre d'ouvriers, déchirant leur carte CGT ou quittant le PCF. Pas seulement du fait de l'attitude ignoble de *L'Humanité* faisant chorus avec la bourgeoisie pour couvrir la répression et insulter les dernières batailles comme à Flins. Mais surtout dans le cours même du mouvement où l'appareil dirigeant CGT a été amené à marquer plus nettement son rôle répressif.

Dans les usines occupées, la direction CGT se comporte comme un véritable patron. Aux délégués les décisions politiques,

tion est une formule creuse qui aboutirait à reléguer à l'arrière plan les revendications immédiates. Il met en garde contre «tout mot d'ordre irresponsable, aventureux et provocateur, tel que celui d'insurrection».

Ainsi bouclée, la «forteresse» de Billancourt se vide progressivement de ceux qui occupaient au départ : puisque l'initiative y est stérilisée, les relations avec l'extérieur réduites au strict minimum, quel intérêt y trouver en effet ? Mais quand Séguéy, le 27 mai, vient présenter les résultats des négociations de Grenelle, dans l'usine, où ont brusquement afflué les ouvriers, il se fait huer. Les ouvriers avaient trouvé quand même une forme de revanche contre ce qui les avait jusque là réduits au silence.



Le 27 mai, Séguéy est sifflé par les ouvriers de Renault-Billancourt.

et aux travailleurs la «gestion de l'occupation» comme dit *L'Humanité*. Entendez par là l'entretien des machines, l'organisation des repas ou celui des tours de garde de nuit. La démocratie est réduite aux apparences, celles des assemblées générales, pas toujours quotidiennes, et où les travailleurs n'ont rien d'autre à faire qu'à écouter les «informations» que leur communique la «direction de la grève». Il n'est pas étonnant que dans beaucoup d'autres usines on assistera ainsi à une désaffection progressive de l'occupation.

A Renault-Billancourt, c'est une véritable milice syndicale qui se met en place pour empêcher tout contact des ouvriers avec les «contestataires». Pendant que *L'Humanité* exalte les «occupations propres», Séguéy et la CGT se démentent pour calomnier les idées neuves surgies du mouvement. Encore à Renault, il déclare le 20 mai : «L'autoges-

On a vu comment, à Peugeot Sochaux, à travers les assemblées générales, les «forums» les travailleurs avaient petit à petit disputé la direction de la grève aux dirigeants CGT.

De fait, ces ruptures, apparues dans la pleine force du mouvement, auront du mal à se concrétiser, par la suite, en une force cohérente. Mais elles laisseront des traces profondes, elles vont continuer, plus ou moins souterrainement, à faire le chemin : l'aspiration à la démocratie ouvrière, la volonté de décider collectivement, la défiance vis-à-vis de la délégation, la détermination à riposter, s'il le faut, à la violence, le doute sur la capacité de la voie parlementaire à changer les choses, ou tant d'idées qui vont ressurgir et se matérialiser dans les luttes à venir et saper plus profondément l'emprise des révisionnistes.